

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 607

[2008/200591]

**20 DECEMBRE 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 31 mai 2007 relatif à la participation du public en matière d'environnement**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 31 mai 2007 relatif à la participation du public en matière d'environnement;

Vu le Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, notamment les articles D.5-1, D.29-5, § 4, D.29-6, D.29-7, § 3, D.29-11, D.29-20, D.29-22, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, D.44, D.48, alinéa 6, et D.57;

Vu le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, notamment les articles D.172 et D.175;

Vu la loi du 19 décembre 1854 contenant le Code forestier, notamment les articles 31 et 32;

Vu l'arrêté royal n<sup>o</sup> 83 du 28 novembre 1939 relatif à la recherche et à l'exploitation des roches bitumineuses, du pétrole et des gaz combustibles, notamment l'article 6;

Vu la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables, notamment l'article 19;

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, notamment l'article 23;

Vu le décret du 9 mai 1985 concernant la valorisation des terrils, notamment l'article 4, § 5;

Vu le décret du 16 juillet 1985 relatif aux parcs naturels, notamment l'article 4, § 1<sup>er</sup>;

Vu le décret des mines du 7 juillet 1988, notamment les articles 12 et 32;

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, notamment l'article 24, § 2;

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment les articles 24, 65, § 1<sup>er</sup>, et 90;

Vu le décret du 4 juillet 2002 sur les carrières et modifiant certaines dispositions du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment l'article 6;

Vu l'arrêté royal du 20 décembre 1854 concernant l'exécution du Code forestier;

Vu l'arrêté royal du 7 avril 1953 déterminant la forme et les modalités de l'instruction des demandes de permis exclusif de recherche ou d'exploitation du pétrole et des gaz;

Vu l'arrêté royal du 29 novembre 1968 fixant la procédure des enquêtes de commodo et incommode et des recours prévus par la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables;

Vu l'arrêté royal du 2 avril 1979 établissant le règlement de gestion des réserves forestières;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 10 septembre 1987 portant le règlement relatif à l'enquête publique sur les projets de parcs naturels;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 26 juillet 1990 portant exécution du décret du 7 juillet 1988 sur les mines, en ce qui concerne la procédure à suivre pour l'octroi, la cession, la fusion, la location ou l'amodiation de concessions;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 26 juillet 1990 portant exécution du décret du 7 juillet 1988 sur les mines, en ce qui concerne la procédure et les conditions d'octroi, de prolongation, de cession et de fusion des permis de recherche;

Vu l'arrêté du 29 juillet 1993 relatif à la valorisation des terrils;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 juillet 1996 établissant les règles de l'étude des incidences sur l'environnement et de l'enquête publique relatives au plan des centres d'enfouissement technique;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 octobre 2003 portant exécution du décret du 4 juillet 2002 sur les carrières et modifiant certaines dispositions du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 25 juin 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 juin 2007;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 11 juillet 2007;

Vu l'avis du Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable, donné le 4 septembre 2007;

Vu l'avis de la Commission consultative de l'Eau, donné le 10 juillet 2007;

Vu l'avis de la Commission des Déchets, donné le 20 juillet 2007;

Vu l'avis de la Commission régionale d'Aménagement du Territoire, donné le 5 septembre 2007;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature, réputé favorable en vertu de l'article 53, § 2, seconde phrase, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;

Vu l'avis n<sup>o</sup> 43.796/4 du Conseil d'Etat, donné le 5 décembre 2007, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté transpose partiellement la Directive 2003/35/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 mai 2003 prévoyant la participation du public lors de l'élaboration de certains plans et programmes relatifs à l'environnement et modifiant, en ce qui concerne la participation du public et l'accès à la justice, les Directives 85/337/CEE et 96/61/CE du Conseil, en ce qui concerne la détermination de règles communes de participation du public à l'élaboration de plans et programmes relatifs à l'environnement et au processus décisionnel d'activités particulières.

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions relatives à la participation du public à l'élaboration de plans et programmes relatifs à l'environnement et au processus décisionnel d'activités particulières*

Art. 2. L'intitulé de la partie III de la partie réglementaire du livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement est remplacé par l'intitulé suivant : "Information, sensibilisation et participation du public en matière d'environnement".

Art. 3. Dans la partie III du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, est inséré un titre III rédigé comme suit :

« CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *De la réunion d'information*

**TITRE III. — *Participation du public en matière d'environnement***

Art. R.41-1. Le demandeur transmet par pli simple à l'instance chargée d'apprécier le caractère complet et recevable de la demande les informations visées à l'article D.29-5, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>.

Dans les vingt jours de la réception de ces informations, cette instance détermine les communes, en ce compris la ou les communes auxquelles s'étend le projet, susceptibles d'être affectées par ledit projet et en informe le demandeur par envoi recommandé.

Art. R.41-2. L'avis visé à l'article D.29-5, § 2, alinéa 4, est imprimé en lettres noires sur fond jaune et a une dimension d'au moins 35 dm<sup>2</sup>.

Art. R.41-3. Le demandeur organise dans la commune où se situe la plus grande superficie occupée par le projet la réunion d'information, à laquelle est invitée la population de la ou des communes concernées conformément à l'article D.29-5, § 3.

Sont également invités à la réunion et peuvent s'y faire représenter :

1<sup>o</sup> la personne choisie par le demandeur pour réaliser l'étude d'incidences, si une telle étude est requise;

2<sup>o</sup> l'autorité compétente;

3<sup>o</sup> l'administration de l'environnement et l'administration de l'aménagement du territoire;

4<sup>o</sup> le Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable, la Commission consultative communale d'aménagement du territoire et de mobilité, ainsi que la Commission régionale d'aménagement du territoire, qui peuvent y déléguer deux de leurs membres au plus;

5<sup>o</sup> les représentants de la ou des communes concernées conformément à l'article D.29-5, § 3.

Art. R.41-4. Toute personne peut, dans un délai de quinze jours à dater du jour de la tenue de la réunion d'information, émettre ses observations, suggestions et demandes de mise en évidence de points particuliers concernant le projet ainsi que présenter les alternatives techniques pouvant raisonnablement être envisagées par le demandeur afin qu'il en soit tenu compte lors de la réalisation de l'étude d'incidences, en les adressant par écrit au collège communal du lieu où s'est tenue ladite réunion, en y indiquant ses nom et adresse.

Elle en adresse une copie au demandeur, lequel la communique sans délai à l'auteur d'étude dans l'hypothèse où une telle étude est requise.

Art. R.41-5. § 1<sup>er</sup>. Le contenu minimal du procès-verbal de la réunion d'information est déterminé à l'annexe IV.

§ 2. Les délais prévus en matière d'organisation de la réunion d'information sont suspendus entre le 16 juillet et le 15 août et entre le 24 décembre et le 1<sup>er</sup> janvier.

CHAPITRE II. — *De l'avis d'enquête publique*

Art. R.41-6. L'avis d'enquête publique visé à l'article D.29-7 est imprimé en lettres noires sur fond jaune et a une dimension d'au moins 35 dm<sup>2</sup>.

CHAPITRE III. — *Des incidences transfrontières*

Art. R.41-7. § 1<sup>er</sup>. Le projet de plan ou de programme visé à l'article D.29-11, § 1<sup>er</sup>, est transmis par l'auteur dudit plan ou programme aux autorités compétentes de la Région, de l'Etat membre de l'Union européenne ou de l'Etat partie à la Convention d'Espoo visés à ce même article.

En même temps qu'il transmet le dossier, l'auteur du plan ou du programme en informe le Gouvernement et la ou les communes où une enquête publique est organisée.

§ 2. La décision d'adoption ou d'approbation d'un plan ou programme, ainsi que la déclaration environnementale et les mesures arrêtées concernant le suivi, est notifiée par l'auteur dudit plan ou programme aux autorités compétentes de la Région, de l'Etat membre de l'Union européenne ou de l'Etat partie à la Convention d'Espoo visés à l'article D.29-11, § 1<sup>er</sup>.

Art. R.41-8. Lorsque le Gouvernement reçoit des informations relatives à un plan ou programme, telles que visées à l'article D.29-11, § 2, il les transmet :

1<sup>o</sup> aux collèges communaux des communes susceptibles d'être concernées, qui les mettent à la disposition du public conformément à la procédure d'enquête publique prévue au titre III de la partie III de la partie décrétable, moyennant les adaptations suivantes :

a) le Gouvernement ou son délégué précise les communes susceptibles d'être affectées par le plan ou programme et sur le territoire desquelles une enquête publique doit être réalisée;

b) les dispositions de la sous-section 2 du chapitre III ne sont pas applicables;

c) la durée de l'enquête publique est de trente jours;

2<sup>o</sup> au CWEDD.

Les instances visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, recueillent les observations du public et transmettent au Gouvernement leurs avis éventuels et les observations qu'ils ont recueillies dans un délai de quarante-cinq jours à dater de la clôture de l'enquête publique visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>. Le CWEDD transmet au Gouvernement son avis éventuel dans un délai de quarante-cinq jours à dater du jour où il a reçu les informations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Art. R.41-9. § 1<sup>er</sup>. Le projet visé à l'article D.29-11, § 1<sup>er</sup>, est transmis par l'instance chargée d'examiner le caractère complet et recevable de la demande aux autorités concernées de la Région, de l'Etat membre de l'Union européenne ou de l'Etat partie à la Convention d'Espoo visés à ce même article, en indiquant :

1<sup>o</sup> l'autorité compétente et le délai endéans lequel sa décision doit être prise;

2<sup>o</sup> les modalités d'organisation de l'enquête publique afférente à l'instruction de la demande de permis et notamment la durée de l'enquête, la date probable de début de celle-ci, et l'autorité chargée de recevoir les observations du public.

En même temps qu'elle transmet le dossier, elle informe le Gouvernement et l'autorité compétente de cette transmission.

§ 2. L'autorité compétente envoie sa décision par recommandé aux autorités concernées visées au paragraphe 1<sup>er</sup>.

§ 3. Lorsque le Gouvernement reçoit, à propos d'un projet, des informations visées à l'article D.29-11, § 2, il les transmet :

1° aux collèges communaux des communes susceptibles d'être concernées qui les mettent à la disposition du public conformément à la procédure d'enquête publique prévue au titre III de la partie III du présent Code, moyennant les adaptations suivantes :

a) le directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement ou son délégué précise les communes susceptibles d'être affectées par le projet et sur le territoire desquelles une enquête publique doit être réalisée;

b) les dispositions relatives à la réunion d'information ne sont pas applicables;

c) les dispositions de la sous-section 2 du chapitre III ne sont pas applicables;

d) l'article D.29-10 n'est pas applicable;

e) la durée de l'enquête publique est de trente jours;

2° au CWEDD.

Les instances visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, recueillent les observations du public et transmettent au Gouvernement leurs avis éventuels et les observations qu'ils ont recueillies dans un délai de trente jours à dater du jour où ils ont reçu les informations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>. Le CWEDD transmet au Gouvernement son avis éventuel dans un délai de trente jours à dater du jour où il a reçu les informations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

#### CHAPITRE IV. — *Du pouvoir de substitution*

Art. R.41-10. Pour l'application de l'article D.29-20, le Gouvernement ou l'instance chargée d'apprécier le caractère complet et recevable du dossier peut avoir recours pour l'affichage de l'avis d'enquête publique à un huissier de justice de son choix.

Les frais inhérents à l'accomplissement des formalités d'enquête publique sont à charge du collège communal défaillant.

#### CHAPITRE V. — *Publicité relative à la décision*

Art. R.41-11. La décision d'adoption ou d'approbation d'un plan ou programme de catégorie B, ainsi que la déclaration environnementale et les mesures arrêtées concernant le suivi, et la décision de l'autorité compétente relative à un projet de catégorie B ou C, sont notifiées à tout organe que l'autorité compétente juge utile d'informer directement.

#### CHAPITRE VI. — *Du conseiller en environnement*

Art. R.41-12. § 1<sup>er</sup>. L'octroi d'une subvention pour l'engagement ou le maintien de l'engagement d'un conseiller en environnement visé à l'article D.5-1 est subordonné aux conditions suivantes :

1° la commune, plusieurs communes limitrophes ou une association de communes procèdent à l'engagement d'un conseiller en environnement dans les six mois de la décision d'octroi de la subvention ou déclarent le maintien du conseiller en environnement en fonction dans le même délai;

2° disposer d'un agenda 21 local dans les trois ans suivant la décision d'octroi de la subvention;

3° le conseiller en environnement assure les missions qui lui sont confiées en application de la partie décrétele et veille notamment à :

a) coordonner les diverses planifications environnementales mises en place au sein de la commune, en ce compris l'agenda 21 local;

b) gérer les dossiers environnementaux en cours dans la commune et constituer un relais dans leur gestion transversale;

c) créer un dialogue avec la population en vue d'assurer la promotion et la mise en œuvre de toute mesure favorable à l'environnement;

4° le conseiller en environnement a suivi :

a) une formation d'un minimum de 300 heures dans le domaine de l'environnement, avec un contenu pluridisciplinaire portant sur les sciences et techniques relatives à l'environnement;

b) une initiation d'un minimum de 30 heures aux méthodes et techniques de communication et de concertation sociale. Cette initiation peut être incluse dans la formation visée au point 3°, a);

5° le conseiller suit une formation annuelle assurée par le centre permanent de formation en environnement et développement durable.

§ 2. Afin de garantir une qualité élevée de formation, le centre visé au § 1<sup>er</sup>, 5°, soumet annuellement à l'approbation du Ministre de l'Environnement :

1° le contenu et la durée de la formation proposée;

2° un programme prévisionnel de sujets pour les années suivantes, compte tenu des sujets d'actualité;

3° la manière dont l'évaluation des conseillers sera réalisée.

Art. R.41-13. La demande de subvention pour l'engagement ou le maintien de l'engagement d'un conseiller en environnement est envoyée par le(s) collège(s) communal(aux) à la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement.

Le dossier de demande contient :

1° une copie de la délibération du conseil communal de la commune ou des communes concernées décidant :

a) l'engagement d'un agent dans un emploi du cadre du personnel communal ou

b) l'engagement d'une personne dans les liens d'un contrat de travail pour une durée d'un an au moins ou

c) la conclusion d'un marché de service, d'une durée d'au moins un an, avec soit une personne physique répondant aux conditions requises, soit une personne morale recourant aux services d'un ou de plusieurs conseillers en environnement, pour autant que le contrat prévoit que toutes les prestations dont bénéficiera la commune seront exécutées par des personnes répondant aux conditions requises;

2° une copie du diplôme visé à l'article D.5-1, § 2, accompagnée de tout document attestant du suivi de la formation visée à l'article précité, ou tout document attestant de l'expérience professionnelle visée à ce même article, ainsi qu'une attestation de suivi de la formation visée à l'article R.41-12, § 1<sup>er</sup>, 4°.

Art. R.41-14. Le montant de la subvention annuelle est fixé forfaitairement à 20.000 euros en cas d'emploi à temps plein.

En cas d'emploi à temps partiel, le montant de la subvention est diminué au prorata du temps presté.

Elle ne peut être octroyée si le nombre d'heures de service annuel est inférieur à 468.

Art. R.41-15. La liquidation d'une première tranche de 50 % du montant de la subvention annuelle a lieu, à titre d'avance, sur base d'une déclaration de créance introduite par la commune ou l'association de communes à partir de la décision d'octroi dans l'hypothèse du maintien en fonction d'un conseiller en environnement ou à partir de l'entrée en fonction d'un nouveau conseiller en environnement.

Art. R.41-16. Le paiement du solde est effectué au terme de l'année civile écoulée, au prorata des prestations effectuées et sur la base des documents suivants :

1° une déclaration de créance accompagnée du justificatif des dépenses qui comprennent, notamment, la charge salariale du conseiller en environnement et les frais de fonctionnement relatifs à ses missions;

2° le rapport d'activités relatif aux missions effectuées par le conseiller en environnement;

3° l'attestation de suivi de la formation annuelle visée à l'article R.41-12, § 1<sup>er</sup>, 4°.

Le(s) collègue(s) communal(aux) adresse(nt) la demande de liquidation de la subvention, accompagnée des documents visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, à la D.G.R.N.E. au plus tard le 31 mars qui suit l'année civile pour laquelle la subvention a été octroyée. La demande de liquidation vaut demande de renouvellement de la subvention, sauf avis contraire de la commune.

Le rapport visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, du présent article porte notamment sur :

1° l'état d'avancement de l'agenda 21 local établi sous forme d'un tableau de bord reprenant les objectifs fixés, les moyens mis en œuvre et l'évaluation des résultats;

2° le nombre de plans existants dans leur commune ainsi que leur évolution;

3° le nombre de dossiers environnementaux traités ainsi que leur objet principal;

4° le nombre d'actions de sensibilisation entreprises. »

## CHAPITRE II. — Dispositions modificatives et abrogatoires.

### Section I<sup>re</sup>. — Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement

**Art. 4.** L'article R.42 du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement est remplacé par la disposition suivante :

« Art. R.42. La consultation prévue à l'article D.42 est organisée conformément aux présentes dispositions réglementaires. »

**Art. 5.** Dans l'article R.43 du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, la première phrase est supprimée.

**Art. 6.** L'article R.44 du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement est remplacé par la disposition suivante :

« Art. R.44. Pendant la durée d'affichage de l'avis d'enquête publique, les autorités communales peuvent décider de soumettre le projet de plan ou programme à l'avis des commissions consultatives qu'elles ont instituées, et dont les compétences touchent des matières abordées dans le texte soumis à enquête. Un compte-rendu du ou des avis émis est réalisé par écrit.

Dans les trente jours de la clôture de l'enquête publique, les autorités communales adressent au Ministre une copie des avis émis par la population et/ou les commissions citées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, auxquels sont joints les éventuels rapport de synthèse et avis motivé du conseil communal. »

**Art. 7.** Dans l'article R.45 du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, les mots "à l'article 43 et à l'article 44, 7<sup>o</sup>" sont remplacés par les mots "aux articles 43 et 44, alinéa 2".

**Art. 8.** L'article R.48 du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement est abrogé.

**Art. 9.** La première phrase de l'article R.49 du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement est abrogée.

**Art. 10.** Les articles R.50 et R.51 du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement sont abrogés.

**Art. 11.** Les articles R.76 à R.80 du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement sont abrogés.

**Art. 12.** Les articles R.83 à R.85 du Code de l'Environnement sont abrogés.

**Art. 13.** Dans la partie réglementaire du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, l'annexe IV est remplacée par l'annexe suivante :

« Annexe IV. — Contenu minimal du procès-verbal de la réunion d'information

Le procès-verbal de la réunion d'information visée à l'article D.29-5 contient au minimum les informations suivantes :

1. la date, l'heure et le lieu de la réunion;
2. l'identité et les coordonnées du président de la réunion;
3. le nom des personnes tel que renseigné par la liste des présences à la réunion;
4. un résumé des différents points abordés, et notamment :
  - la présentation du projet réalisée par le demandeur;
  - les observations et suggestions émises concernant le projet (avec indication de l'identité des personnes ayant pris la parole);
  - si une étude d'incidences est prescrite :
    - ° les points particuliers qui ont été mis en évidence afin d'être abordés dans l'étude d'incidences;
    - ° les alternatives techniques présentées comme pouvant raisonnablement être envisagées par le demandeur. »

*Section II. — Livre II du Code de l'Environnement*

**Art. 14.** Dans l'article R.152 du Livre II du Code de l'Environnement, les alinéas 2 à 5 sont remplacés par la disposition suivante :

« Dans les quinze jours de la réception du dossier, le collège communal ouvre une enquête publique conformément aux dispositions du titre III de la partie III du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement. »

**Art. 15.** Dans l'article R.162 du Livre II du Code de l'Environnement, les alinéas 2 à 5 sont remplacés par la disposition suivante :

« Dans les quinze jours de la réception du dossier, le collège communal ouvre une enquête publique conformément aux dispositions du titre III de la partie III du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement. »

*Section III. — Arrêté royal du 20 décembre 1854 concernant l'exécution du Code forestier*

**Art. 16.** Dans l'article 36 de l'arrêté royal du 20 décembre 1854 concernant l'exécution du Code forestier, il est ajouté un 2<sup>e</sup> alinéa rédigé comme suit :

« L'aménagement ou la modification de l'aménagement établi est soumis, préalablement à son adoption en vertu de l'article 31, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 19 décembre 1854 contenant le Code forestier, aux modalités de participation du public prévues au titre III de la partie III du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement. »

**Art. 17.** Dans l'article 37 de l'arrêté royal du 20 décembre 1854 concernant l'exécution du Code forestier, il est ajouté un 2<sup>e</sup> alinéa rédigé comme suit :

« Dans le mois de la réception de l'avis du collège provincial, le projet d'aménagement est soumis aux modalités de participation du public prévues au titre III de la partie III du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement. »

*Section IV. — Arrêté royal du 7 avril 1953 déterminant la forme et les modalités de l'instruction des demandes de permis exclusif de recherche ou d'exploitation du pétrole et des gaz*

**Art. 18.** Dans l'arrêté royal du 7 avril 1953 déterminant la forme et les modalités de l'instruction des demandes de permis exclusif de recherche ou d'exploitation du pétrole et des gaz, il est ajouté un article 5*bis* rédigé comme suit :

« Art. 5*bis*. Dans les soixante jours qui suivent l'expiration du délai pour former les demandes en concurrence et les oppositions, une enquête publique est organisée conformément aux dispositions du titre III de la partie III du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement. Une copie du dossier de demande est transmise aux communes désignées par le directeur général des mines en application de l'article D.29-4, alinéa 2, du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement. »

**Art. 19.** Dans le même arrêté, il est ajouté un article 5*ter* rédigé comme suit :

« Art. 5*ter*. Dans un délai de dix jours à dater de la clôture de l'enquête, la commune communique la copie des observations et réclamations ainsi que du procès-verbal de clôture au directeur général des Mines. »

**Art. 20.** Dans l'article 6 du même arrêté royal, les mots "l'expiration du délai pour former les demandes en concurrence et les oppositions" sont remplacés par les mots "la réception des documents visés à l'article 5*ter*".

*Section V. — Arrêté royal du 29 novembre 1968 fixant la procédure des enquêtes de commodo et incommodo et des recours prévus par la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables*

**Art. 21.** Dans l'arrêté royal du 29 novembre 1968 fixant la procédure des enquêtes de commodo et incommodo et des recours prévus par la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables, il est ajouté un article 7*bis* formulé comme suit :

« Le 2<sup>e</sup> alinéa de l'article 3, les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> alinéas de l'article 4 et les articles 6 et 7 ne sont pas applicables aux plans, programmes et projets visés par l'article D.29-1 du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement. »

*Section VI. — Arrêté royal du 2 avril 1979 établissant le règlement de gestion des réserves forestières*

**Art. 22.** Dans l'article 3 de l'arrêté royal du 2 avril 1979 établissant le règlement de gestion des réserves forestières, il est ajouté un 3<sup>e</sup> alinéa rédigé comme suit :

« Dans le mois de la réception de l'avis du Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature, le projet d'arrêté portant l'aménagement d'une réserve forestière soumise au régime forestier est soumis aux modalités de participation du public prévues au titre III de la partie III du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement. »

*Section VII. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon du 10 septembre 1987 portant le règlement relatif à l'enquête publique sur les projets de parcs naturels*

**Art. 23.** L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 10 septembre 1987 portant le règlement relatif à l'enquête publique sur les projets de parcs naturels est abrogé.

*Section VIII. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon du 26 juillet 1990 portant exécution du décret du 7 juillet 1988 sur les mines, en ce qui concerne la procédure à suivre pour l'octroi, la cession, la fusion, la location ou l'amodiation de concessions*

**Art. 24.** Dans l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 26 juillet 1990 portant exécution du décret du 7 juillet 1988 sur les mines, en ce qui concerne la procédure à suivre pour l'octroi, la cession, la fusion, la location ou l'amodiation de concessions, les alinéas 2 à 8 de l'article 5 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Le gouverneur transmet une copie du dossier de demande accompagné, le cas échéant, des documents visés à l'article D.29-14, alinéa 2, aux communes concernées afin qu'une enquête publique soit organisée conformément aux dispositions du titre III de la partie III du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement.

La date d'ouverture de l'enquête est fixée par l'administration. »

**Art. 25.** Dans le même arrêté, les alinéas 1<sup>er</sup> à 3 de l'article 6 sont remplacés par la disposition suivante :

« A la clôture de l'enquête publique, le demandeur dispose d'un délai de trente jours pour prendre connaissance du dossier d'enquête publique et répondre aux observations.

Passé ce délai, la commune communique dans les huit jours le dossier à l'ingénieur des mines. »

*Section IX.* — Arrêté de l'Exécutif régional wallon du 26 juillet 1990 portant exécution du décret du 7 juillet 1988 sur les mines, en ce qui concerne la procédure et les conditions d'octroi, de prolongation, de cession et de fusion des permis de recherche

**Art. 26.** Dans l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 26 juillet 1990 portant exécution du décret du 7 juillet 1988 sur les mines, en ce qui concerne la procédure et les conditions d'octroi, de prolongation, de cession et de fusion des permis de recherche, les alinéas 2 à 8 de l'article 5 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Le gouverneur transmet un exemplaire du dossier de demande accompagné, le cas échéant, des documents visés à l'article D.29-14, alinéa 2, aux communes concernées afin qu'une enquête publique soit organisée conformément aux dispositions du titre III de la partie III du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement.

La date d'ouverture de l'enquête est fixée par l'administration. »

**Art. 27.** Dans l'article 6 du même arrêté, les alinéas 1<sup>er</sup> à 3 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« A la clôture de l'enquête publique, le demandeur dispose d'un délai de trente jours pour prendre connaissance du dossier d'enquête publique et répondre aux observations.

Passé ce délai, la commune communique dans les huit jours le dossier à l'ingénieur des mines. »

*Section X.* — Arrêté du 29 juillet 1993 relatif à la valorisation des terrils

**Art. 28.** Dans l'article 4, § 4, de l'arrêté du 29 juillet 1993 relatif à la valorisation des terrils, la phrase suivante est ajoutée *in fine* :

« Il transmet un exemplaire complet de la demande aux communes voisines et les pièces et renseignements manquants aux fonctionnaires régionaux. »

**Art. 29.** Dans le même arrêté, l'article 5 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 5. Dans les quarante jours de l'introduction de la demande, le collège ouvre une enquête publique conformément aux dispositions du titre III de la partie III du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement. »

**Art. 30.** Dans l'article 6 du même arrêté, les mots "et aux collèges des communes voisines" sont supprimés.

**Art. 31.** L'article 10 du même arrêté est abrogé.

**Art. 32.** Dans l'article 12, § 4, du même arrêté, la phrase suivante est ajoutée *in fine* :

« Elle transmet un exemplaire complet de la demande à ces communes et les pièces et renseignements manquants aux fonctionnaires régionaux. »

**Art. 33.** L'article 13 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 13. Dans les quarante jours de l'introduction de la demande, le collège ouvre une enquête publique conformément aux dispositions du titre III de la partie III du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement. »

**Art. 34.** L'article 14 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 14. Dans un délai de dix jours à dater de la clôture de l'enquête, le collège communique la copie des observations et réclamations ainsi que du procès-verbal de clôture aux fonctionnaires régionaux. »

**Art. 35.** Dans l'article 15, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, le mot "concernées" est remplacé par les mots "où une enquête publique a été organisée".

**Art. 36.** Dans l'article 18, alinéa 2, du même arrêté, les mots "se situent le terril ou les terrils visés par la demande" sont remplacés par les mots "une enquête publique a été organisée".

**Art. 37.** L'article 19 du même arrêté est abrogé.

**Art. 38.** Dans l'article 26, § 4, du même arrêté :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le mot "voisines" est remplacé par les mots "où une enquête publique a été organisée";

2° l'alinéa 2 est abrogé.

**Art. 39.** Dans l'article 27, du même arrêté :

1° au § 1<sup>er</sup> :

a) à l'alinéa 2, le mot "voisines" est remplacé par les mots "où une enquête publique a été organisée";

b) l'alinéa 3 est abrogé.

2° le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. En dehors des cas visés au § 1<sup>er</sup>, une enquête publique est ouverte conformément aux dispositions du titre III de la partie III du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement.

Le Gouvernement wallon transmet une copie du dossier aux communes concernées dans les quarante jours de l'introduction de la demande et précise la date d'ouverture de l'enquête publique. »;

3° les §§ 3 à 7 sont abrogés.

**Art. 40.** L'article 28 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 28. Dans un délai de dix jours à dater de la clôture de l'enquête, le collège communique la copie des observations et réclamations ainsi que du procès-verbal de clôture aux fonctionnaires régionaux. »

**Art. 41.** Dans l'article 32, alinéa 2, du même arrêté, les mots "se situent le terril ou les terrils visés par la demande" sont remplacés par les mots "une enquête publique a été organisée".

**Art. 42.** L'article 33 du même arrêté est abrogé.

*Section XI.* — Arrêté du Gouvernement wallon du 25 juillet 1996 établissant les règles de l'étude des incidences sur l'environnement et de l'enquête publique relatives au plan des centres d'enfouissement technique

**Art. 43.** Dans l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 juillet 1996 établissant les règles de l'étude des incidences sur l'environnement et de l'enquête publique relatives au plan des centres d'enfouissement technique :

1° le 2<sup>e</sup> alinéa est remplacé par l'alinéa suivant :

« L'enquête publique est organisée selon les modalités prévues par le titre III de la partie III du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement. »;

2° le 3<sup>e</sup> alinéa est abrogé;

3° dans le 4<sup>e</sup> alinéa, les mots "parue dans au moins deux journaux telle que prévue à l'article 3, 2°, de l'arrêté précité du 21 avril 1994" sont abrogés.

**Art. 44.** L'annexe II du même arrêté est abrogée.

*Section XII.* — Arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 1999 relatif à l'établissement et au financement des plans communaux d'environnement et de développement de la nature

**Art. 45.** Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 1999 relatif à l'établissement et au financement des plans communaux d'environnement et de développement de la nature, les articles 9, § 2, 10, 13, dernier alinéa, 14 et 16, § 2, sont abrogés.

**Art. 46.** Dans l'article 12, 1°, du même arrêté les mots répondant aux conditions fixées à l'article 14 sont supprimés.

*Section XIII.* — Arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002  
relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999  
relatif au permis d'environnement

**Art. 47.** Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, l'article 7 est abrogé.

**Art. 48.** Dans l'article 8 du même arrêté, les mots "sur le territoire desquelles une enquête publique est organisée" sont remplacés par les mots "susceptibles d'être affectées par le projet faisant l'objet de la demande".

**Art. 49.** L'article 9 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 9. L'avis d'enquête publique visé à l'article D.29-7 du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement est affiché dans les cinq jours de la réception des documents visés à l'article 8. L'avis est conforme au modèle figurant en annexe X. »

Le collège communal de chaque commune où une enquête publique a été organisée envoie, dans les dix jours de la clôture de l'enquête, au fonctionnaire technique les objections et observations écrites et orales formulées au cours de l'enquête publique, y compris le procès-verbal visé à l'article D.29-19 du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement. Il y joint son avis éventuel. »

**Art. 50.** Les articles 10, 11, 12 et 13 du même arrêté sont abrogés.

**Art. 51.** Dans le même arrêté, l'article 35 est abrogé.

**Art. 52.** Dans l'article 36 du même arrêté, les mots "sur le territoire desquelles une enquête publique est organisée" sont remplacés par les mots "susceptibles d'être affectées par le projet faisant l'objet de la demande".

**Art. 53.** L'article 37 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 37. L'avis d'enquête publique visé à l'article D.29-7 du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement est affiché dans les cinq jours de la réception des documents visés à l'article 36. L'avis est conforme au modèle figurant en annexe X. »

Le collège communal de chaque commune où une enquête publique a été organisée envoie, dans les dix jours de la clôture de l'enquête, au fonctionnaire technique et au fonctionnaire délégué les objections et observations écrites et orales formulées au cours de l'enquête publique, y compris le procès-verbal visé à l'article D.29-19 du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement. Il y joint son avis éventuel. »

**Art. 54.** Les articles 38, 39, 40 et 41 du même arrêté sont abrogés.

**Art. 55.** Dans le même arrêté, l'annexe X est remplacée par l'annexe suivante :

« Annexe X. — Enquête publique

Commune de

ETABLISSEMENTS CONTENANT DES INSTALLATIONS OU ACTIVITES CLASSEES EN VERTU DU DECRET DU 11 MARS 1999 RELATIF AU PERMIS D'ENVIRONNEMENT

Concerne la demande de

en vue d'obtenir le permis d'environnement, le permis unique ou la modification des conditions particulières d'exploitation pour (objet de la demande et courte description du projet).

Le dossier (indiquer s'il est accompagné d'une étude d'incidences) peut être consulté à l'administration communale à partir du

Date d'affichage de la demande :

Date d'ouverture de l'enquête :

Lieu date et heure de clôture de l'enquête :

Les observations écrites peuvent être adressées à :

Le bourgmestre, porte à la connaissance de la population qu'une enquête publique est ouverte, relative à la demande susmentionnée.

Le dossier peut être consulté à partir de la date d'ouverture jusqu'à la date de clôture de l'enquête, chaque jour ouvrable pendant les heures de service, et le jusqu'à 20 heures ou le samedi matin.

Lorsque la consultation a lieu un jour ouvrable après seize heures ou le samedi matin, la personne souhaitant consulter le dossier doit prendre rendez-vous au plus tard vingt-quatre heures à l'avance auprès de ..... (nom et coordonnées de la personne responsable de l'organisation des rendez-vous).

Tout intéressé peut formuler ses observations écrites ou orales auprès de l'administration communale dans le délai mentionné ci-dessus, jusqu'à la clôture de l'enquête.

Les réclamations et observations verbales sont recueillies sur rendez-vous par le conseiller en environnement ou, à défaut, par l'agent communal délégué à cet effet.

Tout intéressé peut obtenir des explications techniques sur le projet auprès du demandeur, du conseiller en environnement ou, à défaut, du collège communal ou de l'agent communal délégué à cet effet, du fonctionnaire technique (adresse et numéro de téléphone général) et du fonctionnaire délégué (lorsqu'il s'agit d'un permis unique, adresse et numéro de téléphone général).

L'autorité compétente pour prendre la décision sur la demande faisant l'objet de la présente enquête publique est .....

(Indiquer si le projet fait l'objet d'une procédure d'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière conformément à l'article D.29-11, § 1<sup>er</sup>, du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement).

(Indiquer si d'autres informations sur l'environnement se rapportant au projet sont disponibles).

(Indiquer, s'il existe, le nom et les coordonnées du conseiller en environnement ou, à défaut du ou des conseiller en aménagement du territoire et urbanisme).

A, ..... le .....

Le bourgmestre »

**Art. 56.** Dans le même arrêté, l'article 95<sup>quater</sup>, 2<sup>o</sup>, est remplacé par la disposition suivante :

« 2<sup>o</sup> la ou les communes susceptibles d'être affectées par le projet. »

**Art. 57.** L'article 95<sup>quinquies</sup> du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 95<sup>quinquies</sup>. L'avis d'enquête publique visé à l'article D.29-7 du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement est affiché dans les cinq jours de la réception des documents visés à l'article 95<sup>ter</sup>. L'avis est conforme au modèle figurant en annexe X.

Le collège communal de chaque commune où une enquête publique a été organisée envoie, dans les dix jours de la clôture de l'enquête, au fonctionnaire technique les objections et observations écrites et orales formulées au cours de l'enquête publique, y compris le procès-verbal visé à l'article D.29-19 du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement. Il y joint son avis éventuel. »

**Art. 58.** Les articles 95<sup>sexies</sup>, 95<sup>septies</sup>, 95<sup>octies</sup> et 95<sup>nonies</sup> du même arrêté sont abrogés.

*Section XIV.* — Arrêté du Gouvernement wallon du 2 octobre 2003 portant exécution du décret du 4 juillet 2002 sur les carrières et modifiant certaines dispositions du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement

**Art. 59.** Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 octobre 2003 portant exécution du décret du 4 juillet 2002 sur les carrières et modifiant certaines dispositions du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, l'article 15 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 15. Le fonctionnaire technique transmet le dossier ainsi que son rapport concluant au caractère complet du dossier au collège communal qui, dans les dix jours de la réception des ces documents et au plus tard le nonantième jour après l'introduction de la demande, ouvre une enquête publique conformément aux dispositions du titre III de la partie III du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement. »

**Art. 60.** L'article 18 du même arrêté est abrogé.

### CHAPITRE III. — Dispositions transitoires et finales

**Art. 61.** La formation en environnement visée à l'article 63 du décret du 31 mai 2007 relatif à la participation du public en matière d'environnement est celle organisée par le Centre permanent de formation en environnement et développement durable.

Tout conseiller en environnement visé par l'article 63 précité peut continuer à exercer cette fonction à la condition de transmettre à la commune qui l'emploie une attestation de suivi de cette formation dans l'année de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

**Art. 62.** Le décret du 31 mai 2007 relatif à la participation du public en matière d'environnement entre en vigueur le jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

**Art. 63.** Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 20 décembre 2007.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2008 — 607

[2008/200591]

**20. DEZEMBER 2007 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Ausführung des Dekrets vom 31. Mai 2007 über die Beteiligung der Öffentlichkeit in Sachen Umwelt**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 31. Mai 2007 über die Beteiligung der Öffentlichkeit in Sachen Umwelt;

Aufgrund des Buches I des Umweltgesetzbuches, insbesondere der Artikel D.5-1, D.29-5, § 4, D.29-6, D.29-7, § 3, D.29-11, D.29-20, D.29-22, § 3, Absatz 1, 2°, D.44, D.48, Absatz 6 und D.57;

Aufgrund des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, insbesondere der Artikel D.172 und D.175;

Aufgrund des Gesetzes vom 19. Dezember 1854, das das Forstgesetzbuch beinhaltet, insbesondere der Artikel 31 und 32;

Aufgrund des Königlichen Erlasses Nr. 83 vom 28. November 1939 über das Schürfen und Gewinnen von Asphaltgesteinen, Erdöl und Kraftgasen, insbesondere des Artikels 6;

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 über die nichtschiffbaren Wasserläufe, insbesondere des Artikels 19;

Aufgrund des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, insbesondere des Artikels 23;

Aufgrund des Dekrets vom 9. Mai 1985 bezüglich der Erschließung von Halden, insbesondere des Artikels 4 § 5;

Aufgrund des Dekrets vom 16. Juli 1985 über die Naturparks, insbesondere des Artikels 4 § 1;

Aufgrund des Dekrets vom 7. Juli 1988 über die Gruben, insbesondere der Artikel 12 und 32;

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, insbesondere des Artikels 24 § 2;

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikel 24, 65 § 1 und 90;

Aufgrund des Dekrets vom 4. Juli 2002 über die Steinbrüche und zur Abänderung gewisser Bestimmungen des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere des Artikels 6;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 20. Dezember 1854 zur Ausführung des Forstgesetzbuches;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 7. April 1953 zur Festlegung der Form und der Modalitäten für die Untersuchung der Anträge auf exklusive Schürf- und Betriebsgenehmigung zur Gewinnung von Erdöl und Kraftgasen;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 29. November 1968 zur Festlegung des Verfahrens der im Gesetz vom 28. Dezember 1967 über die nichtschiffbaren Wasserläufe vorgesehenen De-commodo-et-incommodo-Untersuchungen;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 2. April 1979 zur Festlegung der Regelung für die Verwaltung der Forstschutzgebiete;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 10. September 1987, der die Regelung bezüglich der öffentlichen Untersuchung über die Entwürfe von Naturparks festlegt;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 26. Juli 1990 zur Durchführung des Dekrets vom 7. Juli 1988 über die Gruben, in Bezug auf das für die Erteilung, die Abtretung, die Fusion, die Vermietung oder die Verpachtung der Konzessionen anzuwendende Verfahren;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 26. Juli 1990 zur Durchführung des Dekrets vom 7. Juli 1988 über die Gruben, in Bezug auf das für die Erteilung, die Verlängerung, die Abtretung, die Fusion anzuwendende Verfahren der Erlaubnis zum Aufsuchen;

Aufgrund des Erlasses vom 29. Juli 1993 bezüglich der Erschließung von Halden;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Juli 1996 zur Festlegung der Regeln für die Umweltverträglichkeitsprüfung und die öffentliche Untersuchung bezüglich des Plans der technischen Vergrabungszentren;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 2. Oktober 2003 zur Durchführung des Dekrets vom 4. Juli 2002 über die Steinbrüche und zur Abänderung gewisser Bestimmungen des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

Aufgrund des am 25. Juni 2007 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 27. Juni 2007 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 11. Juli 2007 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der Wallonischen Region);

Aufgrund des am 4. September 2007 abgegebenen Gutachtens des "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" (Wallonischer Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung);

Aufgrund des am 10. Juli 2007 abgegebenen Gutachtens des Beratungsausschusses für Wasser;

Aufgrund des am 20. Juli 2007 abgegebenen Gutachtens der Kommission für Abfälle;

Aufgrund des am 5. September 2007 abgegebenen Gutachtens des Regionalausschusses für Raumordnung;

Aufgrund des gemäß Artikel 53 § 2 zweiter Satz des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur als günstig angesehenen Gutachtens des "Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature" (Wallonischer hoher Rat für die Erhaltung der Natur);

Aufgrund des am 5. Dezember 2007 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 43.796/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;  
Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Durch den vorliegenden Erlass wird die Richtlinie 2003/35/EG des europäischen Parlaments und des Rates vom 26. Mai 2003 über die Beteiligung der Öffentlichkeit bei der Ausarbeitung bestimmter umweltbezogener Pläne und Programme und zur Änderung der Richtlinien 85/337/EWG und 96/61/EG des Rates in Bezug auf die Öffentlichkeitsbeteiligung und den Zugang zu Gerichten teilweise umgesetzt, was die Festlegung von gemeinsamen

Regeln für die Beteiligung der Öffentlichkeit bei der Ausarbeitung von umweltbezogenen Plänen und Programmen und bei dem Entscheidungsverfahren für besondere Aktivitäten angeht.

KAPITEL I — *Bestimmungen bezüglich der Beteiligung der Öffentlichkeit bei der Ausarbeitung von umweltbezogenen Plänen und Programmen und bei dem Entscheidungsverfahren für besondere Aktivitäten*

**Art. 2** - Die Überschrift des Teils III des verordnungsrechtlichen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches wird durch folgende Überschrift ersetzt: "Information, Sensibilisierung und Beteiligung der Öffentlichkeit in Sachen Umwelt".

**Art. 3** - In Teil III des Buches I des Umweltgesetzbuches wird ein Titel III mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«KAPITEL I — *Informationsversammlung*

TITEL III — *Beteiligung der Öffentlichkeit in Sachen Umwelt*

Art. R.41-1 - Der Antragsteller übermittelt der mit der Beurteilung der Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags beauftragten Instanz per einfachen Brief die in Artikel D.29-5 § 2 Absatz 1 2° erwähnten Informationen.

Innerhalb von zwanzig Tagen ab dem Eingang dieser Informationen bestimmt diese Instanz die Gemeinden, einschließlich der Gemeinde(n), auf die sich das Projekt erstreckt, die von dem besagten Projekt betroffen sein könnte(n) und setzt den Antragsteller per Einschreiben davon in Kenntnis.

Art. R.41-2 - Die in Artikel D.29-5 § 2 Absatz 4 erwähnte Bekanntmachung wird in schwarzen Buchstaben auf gelben Untergrund gedruckt und misst mindestens 35 dm<sup>[00b2]</sup>.

Art. R.41-3 - In der Gemeinde, in der sich die größte, von dem Projekt besetzte Fläche befindet, organisiert der Antragsteller die Informationsversammlung, zu der die Bevölkerung der betroffenen Gemeinde(n) gemäß Artikel D.29-5 § 3 eingeladen wird.

Zu der Versammlung können ebenfalls folgende Personen bzw. Behörden eingeladen werden und sich dort vertreten lassen:

1° die Person, die von dem Antragsteller ausgewählt wurde, um die Umweltverträglichkeitsprüfung durchzuführen, falls eine derartige Prüfung erforderlich ist;

2° die zuständige Behörde;

3° die Umweltverwaltung und die Raumordnungsverwaltung;

4° der "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" (Wallonischer Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung), der kommunale Beratungsausschuss für Raumordnung und Mobilität, sowie der Regionalausschuss für Raumordnung, die dort höchstens zwei ihrer Mitglieder entsenden können;

5° die Vertreter der betroffenen Gemeinde(n) gemäß Artikel D.29-5 § 3.

Art. R.41-4 - Jede Person ist berechtigt, innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen ab dem Tag, an dem die Informationsversammlung abgehalten wurde, ihre Bemerkungen, Anregungen und Anfragen zur Hervorhebung besonderer Punkte bezüglich des Projekts vorzubringen, sowie die technischen Alternativen zu unterbreiten, die von dem Antragsteller vernünftigerweise in Aussicht genommen werden können, damit diese im Laufe der Durchführung der Umweltverträglichkeitsprüfung berücksichtigt werden, indem sie diese dem Gemeindegremium des Ortes, in dem die besagte Versammlung stattgefunden hat, unter Angabe ihres Namens und ihrer Anschrift schriftlich übermittelt.

Sie richtet eine Abschrift an den Antragsteller, der diese unverzüglich dem Umweltverträglichkeitsprüfer übermittelt, falls eine derartige Prüfung erforderlich ist.

Art. R.41-5 - § 1 - Der Mindestinhalt des Protokolls der Informationsversammlung wird in der Anlage IV festgelegt.

§ 2 - Die in Sachen Organisation der Informationsversammlung vorgesehenen Fristen werden zwischen dem 16. Juli und dem 15. August und zwischen dem 24. Dezember und dem 1. Januar ausgesetzt.

KAPITEL II — *Bekanntmachung der öffentlichen Untersuchung*

Art. R.41-6 - Die in Artikel D.29-7 erwähnte Bekanntmachung der öffentlichen Untersuchung wird in schwarzen Buchstaben auf gelben Untergrund gedruckt und misst mindestens 35 dm<sup>2</sup>.

KAPITEL III — *Grenzüberschreitende Auswirkungen*

Art. R.41-7 - § 1 - Der in Artikel D.29-11 § 1 erwähnte Plan- oder Programmwurf wird von dem Verfasser des besagten Plans oder Programms den zuständigen Behörden der Region, des Mitgliedstaats der Europäischen Gemeinschaft oder des dem Übereinkommen von Espoo als Vertragspartei angehörenden Staats, die in demselben Artikel erwähnt werden, übermittelt.

Gleichzeitig mit der Übermittlung der Akte setzt der Verfasser des Plans oder Programms die Regierung und die Gemeinde(n), in der bzw. denen eine öffentliche Untersuchung organisiert wird, davon in Kenntnis.

§ 2 - Der Beschluss zur Verabschiedung oder Genehmigung eines Plans oder Programms, sowie die Umwelterklärung und die verabschiedeten Maßnahmen betreffend die Überwachung werden von dem Verfasser des besagten Plans oder Programms den zuständigen Behörden der Region, des Mitgliedstaats der Europäischen Gemeinschaft oder des dem Übereinkommen von Espoo als Vertragspartei angehörenden Staats, die in Artikel D.29-11 § 1 erwähnt werden, zugestellt.

Art. R.41-8 - Wenn die Regierung Informationen bezüglich eines Plans oder Programms im Sinne des Artikels D.29-11 § 2 erhält, übermittelt sie diese:

1° den Gemeindegemeinschaften der Gemeinden, die betroffen sein könnten; diese stellen sie gemäß dem in Titel III des Teils III des dekretalen Teils vorgesehenen Verfahren für die öffentliche Untersuchung der Öffentlichkeit zur Verfügung, und zwar unter Vorbehalt folgender Anpassungen:

a) die Regierung oder deren Vertreter gibt die Gemeinden an, die von dem Plan oder Programm betroffen sein könnten und auf deren Gebiet eine öffentliche Untersuchung organisiert werden muss;

b) die Bestimmungen des Unterabschnitts 2 des Kapitel III sind nicht anwendbar;

c) die öffentliche Untersuchung dauert dreißig Tage;

2° dem "CWEDD" ("Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" - Wallonischer Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung).

Die in Absatz 1<sup>o</sup> erwähnten Instanzen nehmen die Bemerkungen der Öffentlichkeit entgegen und übermitteln der Regierung innerhalb einer Frist von fünfundvierzig Tagen nach Abschluss der in Absatz 1 erwähnten öffentlichen Untersuchung ihre eventuellen Stellungnahmen und die entgegengenommenen Bemerkungen. Der "CWEDD" übermittelt der Regierung innerhalb einer Frist von fünfundvierzig Tagen ab dem Tag, an dem er die in Absatz 1 erwähnten Informationen erhalten hat, seine eventuelle Stellungnahme.

Art. R.41-9 - § 1 - Der in Artikel D.29-11 § 1 erwähnte Entwurf wird von der mit der Überprüfung der Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags beauftragten Instanz den zuständigen Behörden der Region, des Mitgliedstaats der Europäischen Gemeinschaft oder des dem Übereinkommen von Espoo als Vertragspartei angehörenden Staats, die in demselben Artikel erwähnt werden, mit folgenden Angaben übermittelt:

1<sup>o</sup> die zuständige Behörde und die Frist, innerhalb deren ihr Beschluss gefasst werden muss;

2<sup>o</sup> die Modalitäten zur Organisierung der öffentlichen Untersuchung in Verbindung mit der Untersuchung des Genehmigungsantrags und insbesondere die Dauer der Untersuchung, das wahrscheinliche Datum ihres Beginns und die mit der Entgegennahme der Bemerkungen der Öffentlichkeit beauftragte Behörde.

Gleichzeitig mit der Übermittlung der Akte setzt sie die Regierung und die zuständige Behörde von dieser Übermittlung in Kenntnis.

§ 2 - Die zuständige Behörde sendet ihren Beschluss per Einschreiben an die in § 1 erwähnten betroffenen Behörden.

§ 3 - Wenn die Regierung die in Artikel D.29-11 § 2 erwähnten Informationen bezüglich eines Plans erhält, übermittelt sie diese:

1<sup>o</sup> den Gemeindekollegien der Gemeinden, die betroffen sein könnten; diese stellen sie gemäß dem in Titel III des Teils III des vorliegenden Gesetzbuches vorgesehenen Verfahren für die öffentliche Untersuchung der Öffentlichkeit zur Verfügung, und zwar unter Vorbehalt folgender Anpassungen:

a) der Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt oder dessen Vertreter gibt die Gemeinden an, die von dem Projekt betroffen sein könnten und auf deren Gebiet eine öffentliche Untersuchung organisiert werden muss;

b) die Bestimmungen bezüglich der Informationsversammlung sind nicht anwendbar;

c) die Bestimmungen des Unterabschnitts 2 des Kapitel III sind nicht anwendbar;

d) Artikel D.29-10 ist nicht anwendbar;

e) die öffentliche Untersuchung dauert dreißig Tage;

2<sup>o</sup> dem "CWEDD".

Die in Absatz 1<sup>o</sup> erwähnten Instanzen nehmen die Bemerkungen der Öffentlichkeit entgegen und übermitteln der Regierung innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Tag, an dem sie die in Absatz 1 erwähnten Informationen erhalten haben, ihre eventuellen Stellungnahmen und die entgegengenommenen Bemerkungen. Der "CWEDD" übermittelt der Regierung innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Tag, an dem er die in Absatz 1 erwähnten Informationen erhalten hat, seine eventuelle Stellungnahme.

#### KAPITEL IV — Ersetzungsbefugnis

Art. R.41-10 - Zur Anwendung des Artikels D.29-20 kann die Regierung oder die mit der Beurteilung der Vollständigkeit und Zulässigkeit der Akte beauftragte Instanz für den Anschlag der Bekanntmachung der öffentlichen Untersuchung einen Gerichtsvollzieher ihrer Wahl heranziehen.

Die mit der Erfüllung der Formalitäten der öffentlichen Untersuchung verbundenen Kosten gehen zu Lasten des säumigen Gemeindekollegiums.

#### KAPITEL V — Bekanntmachung bezüglich des Beschlusses

Art. R.41-11 - Der Beschluss zur Verabschiedung oder Genehmigung eines Plans oder Programms der Kategorie B, sowie die Umwelterklärung und die verabschiedeten Maßnahmen betreffend die Überwachung werden, und der Beschluss der zuständigen Behörde bezüglich eines Projekts der Kategorie B oder C, werden jedem Organ zugestellt, dessen direkte Inkennnissetzung die zuständige Behörde als zweckmäßig erachtet.

#### KAPITEL VI — Umweltberater

Art. R.41-12 - § 1 - Die Gewährung eines Zuschusses für die Einstellung oder Weiterbeschäftigung eines in Artikel D.5-1 erwähnten Umweltberaters unterliegt folgenden Bedingungen:

1<sup>o</sup> die Gemeinde, mehrere angrenzenden Gemeinden oder eine Gemeindevereinigung stellen innerhalb von sechs Monaten ab dem Beschluss zur Gewährung des Zuschusses einen Umweltberater ein oder erklären innerhalb derselben Frist die Weiterbeschäftigung des amtierenden Umweltberaters;

2<sup>o</sup> innerhalb von drei Jahren ab dem Beschluss zur Gewährung des Zuschusses über eine lokale Agenda 21 verfügen;

3<sup>o</sup> der Umweltberater übernimmt die Aufgaben, die ihm in Anwendung des dekretalen Teils anvertraut werden, und sorgt insbesondere dafür:

a) die verschiedenen, innerhalb der Gemeinde eingeleiteten Umweltplanungen, einschließlich der lokalen Agenda 21, zu koordinieren;

b) die in der Gemeinde laufenden Umweltakten zu verwalten und eine Vermittlungsstelle für deren bereichsübergreifende Verwaltung zu bilden;

c) einen Dialog mit der Bevölkerung im Hinblick auf die Förderung und den Einsatz jeglicher umweltschonenden Maßnahme herzustellen;

4<sup>o</sup> der Umweltberater:

a) hat eine Ausbildung von mindestens 300 Stunden im Bereich der Umwelt mit einem fächerübergreifenden Inhalt abgeschlossen, die sich auf die umweltbezogenen Wissenschaften und Techniken bezieht;

b) hat eine Einweisung von mindestens 30 Stunden in die Kommunikationsmethoden und -techniken und die soziale Konzertierung erhalten. Diese Einweisung kann in der in Punkt 3<sup>o</sup>, a) erwähnten Ausbildung enthalten sein;

5<sup>o</sup> der Berater nimmt an einer jährlichen Ausbildung teil, die vom "centre permanent de formation en Environnement et Développement durable" (ständiges Ausbildungszentrum für eine nachhaltige Umwelt und Entwicklung) organisiert wird.

§ 2 - Um eine hohe Ausbildungsqualität zu gewährleisten, legt das in § 1 5° erwähnte Zentrum dem Minister der Umwelt jährlich Folgendes zur Genehmigung vor:

1° den Inhalt und die Dauer der angebotenen Ausbildung;

2° ein voraussichtliches Programm der Themen für die kommenden Jahre, unter Berücksichtigung der aktuellen Themen;

3° die Art und Weise wie die Berater bewertet werden.

Art. R.41-13 - Der Antrag auf Zuschuss für die Einstellung oder Weiterbeschäftigung eines Umweltberaters wird von dem(den) Gemeindegremium(en) an die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt gerichtet.

Die Antragsakte enthält:

1° eine Abschrift des Beschlusses des Gemeinderats der betroffenen Gemeinde oder Gemeinden, in dem Folgendes beschlossen wird:

a) die Einstellung eines Bediensteten an einem Arbeitsplatz des Stellenplans des Gemeindepersonals oder

b) die Einstellung einer Person in einem Arbeitsvertragsverhältnis für eine Dauer von mindestens einem Jahr oder

c) der Abschluss eines Dienstleistungsvertrags von einer Dauer von mindestens einem Jahr, entweder mit einer natürlichen Person, die die geforderten Bedingungen erfüllt, oder mit einer juristischen Person, die auf die Dienste eines oder mehrerer Umweltberater zurückgreift, insofern in dem Vertrag vorgesehen wird, dass alle Dienstleistungen, die die Gemeinde in Anspruch nimmt, von Personen erbracht werden, die die geforderten Bedingungen erfüllen;

2° eine Abschrift des in Artikel D.5-1 § 2 erwähnten Diploms unter Beifügung jeglicher Unterlage, die den Abschluss der in dem vorhergehenden Artikel erwähnten Ausbildung bescheinigt, oder jeglicher Unterlage, die die in demselben Artikel erwähnte Berufserfahrung bescheinigt, sowie eine Bescheinigung des Abschlusses der in Artikel R.41-12 § 1 4° erwähnten Ausbildung.

Art. R.41-14 - Der Betrag des jährlichen Zuschusses wird im Falle einer Vollzeitbeschäftigung pauschal auf 20.000 Euro festgelegt.

Im Falle einer Teilzeitbeschäftigung wird der Zuschuss im Verhältnis zu der geleisteten Zeit herabgesetzt.

Er kann nicht gewährt werden, wenn die jährliche Anzahl Dienststunden unter 468 liegt.

Art. R.41-15 - Die Auszahlung eines ersten Teilbetrags von 50% des Betrags des jährlichen Zuschusses erfolgt als Vorschuss auf der Grundlage einer Forderungsanmeldung, die von der Gemeinde oder Gemeindevereinigung ab dem Gewährungsbeschluss im Falle der Weiterbeschäftigung eines Umweltberaters oder ab dem Dienstantritt eines neuen Umweltberaters eingereicht wird.

Art. R.41-16 - Die Zahlung des Restbetrags wird am Ende des abgelaufenen Kalenderjahres im Verhältnis zu den erbrachten Dienstleistungen und auf der Grundlage folgender Unterlagen ausgezahlt:

1° einer Forderungsanmeldung unter Beifügung des Belegs der Ausgaben, die insbesondere die Lohnkosten des Umweltberaters und die Betriebskosten in Verbindung mit seinen Aufgaben enthalten;

2° des Tätigkeitsberichts über die von dem Umweltberater durchgeführten Aufgaben;

3° der Bescheinigung des Abschlusses der in Artikel R.41-12 § 1 4° erwähnten jährlichen Ausbildung.

Das(die) Gemeindegremium(en) übermittelt(n) der "D.G.R.N.E." spätestens bis zum 31. März, der auf das Kalenderjahr folgt, für das der Zuschuss gewährt wurde, den Antrag auf die Auszahlung des Zuschusses unter Beifügung der in Absatz 1 erwähnten Unterlagen. Der Antrag auf Auszahlung gilt als Antrag auf Erneuerung des Zuschusses, außer im Falle einer gegenteiligen Stellungnahme seitens der Gemeinde.

Der in Absatz 1 2° des vorliegenden Artikels erwähnte Bericht bezieht sich insbesondere auf:

1° den in Form einer Übersichtstabelle erstellten Entwicklungsstand der lokalen Agenda 21 in dem die festgelegten Zielsetzungen, die eingesetzten Mittel und die Bewertung der Ergebnisse angegeben werden;

2° die Anzahl der in ihrer Gemeinde vorhandenen Pläne, sowie deren Entwicklung;

3° die Anzahl der bearbeiteten Umweltakten, sowie deren Hauptziel;

4° die Anzahl der unternommenen Sensibilisierungsaktionen.»

## KAPITEL II — *Abänderungs- und Aufhebungsbestimmungen*

### *Abschnitt 1 — Buch I des Umweltgesetzbuches*

**Art. 4** - Artikel R.42 des Buches I des Umweltgesetzbuches wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. R.42 - Die in Artikel D.42 vorgesehene Konsultation wird gemäß den vorliegenden verordnungsrechtlichen Bestimmungen organisiert.»

**Art. 5** - In Artikel R.43 des Buches I des Umweltgesetzbuches wird der erste Satz gestrichen.

**Art. 6** - Artikel R.44 des Buches I des Umweltgesetzbuches wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. R.44 - Während der Dauer des Anschlags der Bekanntmachung der öffentlichen Untersuchung können die Gemeindebehörden beschließen, den Plan- oder Programmentwurf den von ihnen eingerichteten Beratungsausschüssen, deren Zuständigkeiten die in dem einer Untersuchung unterbreiteten Text angeschnittenen Sachbereiche betreffen, zur Begutachtung zu unterbreiten. Die abgegebene(n) Stellungnahme(n) wird(werden) schriftlich in einem Bericht festgehalten.

Innerhalb von dreißig Tagen nach Beendigung der öffentlichen Untersuchung senden die Gemeindebehörden dem Minister eine Kopie der Stellungnahmen der Bevölkerung und/oder der in Absatz 1 angeführten Ausschüsse unter Beifügung des eventuellen zusammenfassenden Berichts und der begründeten Stellungnahme des Gemeinderats.»

**Art. 7** - In Artikel R.45 des Buches I des Umweltgesetzbuches werden die Wörter "in Art. 43 und 44 7°" durch die Wörter "in den Artikeln 43 und 44 Absatz 2" ersetzt.

**Art. 8** - Artikel R.48 des Buches I des Umweltgesetzbuches wird außer Kraft gesetzt.

**Art. 9** - Der erste Satz des Artikels R.49 des Buches I des Umweltgesetzbuches wird außer Kraft gesetzt.

**Art. 10** - Die Artikel R.50 und R.51 des Buches I des Umweltgesetzbuches werden außer Kraft gesetzt.

**Art. 11** - Die Artikel R.76 bis R.80 des Buches I des Umweltgesetzbuches werden außer Kraft gesetzt.

**Art. 12** - Die Artikel R.83 bis R.85 des Buches I des Umweltgesetzbuches werden außer Kraft gesetzt.

**Art. 13** - Im verordnungsrechtlichen Teil des Buches I des Umweltgesetzbuches wird die Anlage IV durch folgende Anlage ersetzt:

«Anlage IV — Mindestinhalt des Protokolls der Informationsversammlung

Das Protokoll der in Artikel D.29-5 erwähnten Informationsversammlung enthält mindestens folgende Informationen:

1. Datum, Uhrzeit und Ort der Versammlung;
2. Name und Anschrift des Vorsitzenden der Versammlung;
3. den Namen der Personen, so wie sie in der Anwesenheitsliste der Versammlung angegeben werden;
4. eine Zusammenfassung der verschiedenen angeschnittenen Punkte, insbesondere:
  - die vom Antragsteller ausgearbeitete Vorstellung des Projekts;
  - die vorgebrachten Bemerkungen und Anregungen bezüglich des Projekts (unter Angabe der Identität der Personen, die das Wort ergriffen haben);
  - wenn eine Umweltverträglichkeitsprüfung vorgeschrieben ist:
    - die besonderen Punkte, die hervorgehoben wurden, um in der Umweltverträglichkeitsprüfung angeschnitten zu werden;
    - die unterbreiteten technischen Alternativen, die der Antragsteller vernünftigerweise in Aussicht nehmen könnte.»

#### *Abschnitt II — Buch II des Umweltgesetzbuches*

**Art. 14** - In Artikel R. 152 des Buches II des Umweltgesetzbuches werden die Absätze 2 bis 5 durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Innerhalb von fünfzehn Tagen nach Eingang der Akte leitet das Gemeindegremium gemäß den Bestimmungen des Titels III des Teils III des Buches I des Umweltgesetzbuches eine öffentliche Untersuchung ein.»

**Art. 15** - In Artikel R.162 des Buches II des Umweltgesetzbuches werden die Absätze 2 bis 5 durch folgende Bestimmungen ersetzt:

«Innerhalb von fünfzehn Tagen nach Eingang der Akte leitet das Gemeindegremium gemäß den Bestimmungen des Titels III des Teils III des Buches I des Umweltgesetzbuches eine öffentliche Untersuchung ein.»

#### *Abschnitt III — Königlicher Erlass vom 20. Dezember 1854 zur Ausführung des Forstgesetzbuches*

**Art. 16** - In Artikel 36 des Königlichen Erlasses vom 20. Dezember 1854 zur Ausführung des Forstgesetzbuches wird ein 2<sup>ter</sup> Absatz mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«Die erstellte Planung oder Planungsänderung unterliegt vor deren Verabschiedung im Sinne des Artikels 31 Absatz 1 des Gesetzes vom 19. Dezember 1854, das das Forstgesetzbuch beinhaltet, den in Titel III des Teils III des Buches I des Umweltgesetzbuches vorgesehenen Modalitäten zur Beteiligung der Öffentlichkeit.

**Art. 17** - In Artikel 37 des Königlichen Erlasses vom 20. Dezember 1854 zur Ausführung des Forstgesetzbuches wird ein 2<sup>ter</sup> Absatz mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«Innerhalb des Monats nach Eingang des Gutachtens des Provinzkollegiums wird das Planungsprojekt den in Titel III des Teils III des Buches I des Umweltgesetzbuches vorgesehenen Modalitäten zur Beteiligung der Öffentlichkeit unterworfen.»

*Abschnitt IV — Königlicher Erlass vom 7. April 1953 zur Festlegung der Form und der Modalitäten für die Untersuchung der Anträge auf exklusive Schürf- und Betriebsgenehmigung zur Gewinnung von Erdöl und Kraftgasen*

**Art. 18** - In dem Königlichen Erlass vom 7. April 1953 zur Festlegung der Form und der Modalitäten für die Untersuchung der Anträge auf exklusive Schürf- und Betriebsgenehmigung zur Gewinnung von Erdöl und Kraftgasen wird ein Artikel 5*bis* mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«Art. 5*bis* - Innerhalb von sechzig Tagen nach Ablauf der Frist für die Erhebung der Konkurrenzanträge und Einsprüche wird eine öffentliche Untersuchung gemäß den Bestimmungen des Titels III des Teils III des Buches I des Umweltgesetzbuches organisiert. Den von dem Generaldirektor der Gruben bezeichneten Gemeinden wird in Anwendung des Artikels D.29-4 Absatz 2 des Buches I des Umweltgesetzbuches eine Abschrift der Antragsakte übermittelt.»

**Art. 19** - In demselben Erlass wird ein Artikel 5*ter* mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«Art. 5*ter* - Innerhalb einer Frist von zehn Tagen ab dem Abschluss der Untersuchung übermittelt die Gemeinde dem Generaldirektor der Gruben die Abschrift der Bemerkungen und Beschwerden, sowie des Abschlussprotokolls.

**Art. 20** - In Artikel 6 desselben Königlichen Erlasses werden die Wörter "nach Ablauf der für die Erhebung der Konkurrenzanträge und Einsprüche festgelegten Frist" durch die Wörter "nach Eingang der in Artikel 5*ter* erwähnten Unterlagen" ersetzt.

*Abschnitt V — Königlicher Erlass vom 29. November 1968 zur Festlegung des Verfahrens der im Gesetz vom 28. Dezember 1967 über die nichtschiffbaren Wasserläufe vorgesehenen De-commodo-et-incommodo-Untersuchungen*

**Art. 21** - In dem Königlichen Erlass vom 29. November 1968 zur Festlegung des Verfahrens der im Gesetz vom 28. Dezember 1967 über die nichtschiffbaren Wasserläufe vorgesehenen De-commodo-et-incommodo-Untersuchungen wird ein Artikel 7*bis* mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«Der 2<sup>te</sup> Absatz des Artikels 3, der 2<sup>te</sup> und 3<sup>te</sup> Absatz des Artikels 4 und die Artikel 6 und 7 sind nicht auf die in Artikel D.29-1 des Buches I des Umweltgesetzbuches erwähnten Pläne, Programme und Projekte anwendbar.»

*Abschnitt VI* — Königlicher Erlass vom 2. April 1979  
zur Festlegung der Regelung für die Verwaltung der Forstschutzgebiete

**Art. 22** - In Artikel 3 des Königlichen Erlasses vom 2. April 1979 zur Festlegung der Regelung für die Verwaltung der Forstschutzgebiete wird ein 3ter Absatz mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«Innerhalb des Monats nach Eingang des Gutachtens des "Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature" wird der Erlassentwurf zur Planung eines der Forstregelung unterliegenden Forstschutzgebiets den in Titel III des Teils III des Buches I des Umweltgesetzbuches vorgesehenen Modalitäten zur Beteiligung der Bevölkerung unterworfen.»

*Abschnitt VII* — Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 10. September 1987,  
der die Regelung bezüglich der öffentlichen Untersuchung über die Entwürfe von Naturparks festlegt

**Art. 23** - Der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 10. September 1987, der die Regelung bezüglich der öffentlichen Untersuchung über die Entwürfe von Naturparks festlegt, wird außer Kraft gesetzt.

*Abschnitt VIII* — Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 26. Juli 1990 zur Durchführung des Dekrets vom 7. Juli 1988 über die Gruben, in Bezug auf das für die Erteilung, die Abtretung, die Fusion, die Vermietung oder die Verpachtung der Konzessionen anzuwendende Verfahren

**Art. 24** - In dem des Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 26. Juli 1990 zur Durchführung des Dekrets vom 7. Juli 1988 über die Gruben, in Bezug auf das für die Erteilung, die Abtretung, die Fusion, die Vermietung oder die Verpachtung der Konzessionen anzuwendende Verfahren werden die Absätze 2 bis 8 des Artikels 5 durch folgende Bestimmungen ersetzt:

«Der Gouverneur übermittelt den betroffenen Gemeinden eine Abschrift der Antragsakte, gegebenenfalls unter Beifügung der in Artikel D.29-14, Absatz 2 erwähnten Unterlagen, damit eine öffentliche Untersuchung gemäß den Bestimmungen des Titels III des Teils III des Buches I des Umweltgesetzbuches organisiert wird.

Das Datum der Eröffnung der Untersuchung wird von der Verwaltung festgelegt.»

**Art. 25** - In demselben Erlass werden die Absätze 1 bis 3 des Artikels 6 durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Nach Abschluss der öffentlichen Untersuchung verfügt der Antragsteller über eine Frist von dreißig Tagen, um Kenntnis von der Akte der öffentlichen Untersuchung zu nehmen und sich zu den Bemerkungen zu äußern.

Nach Ablauf dieser Frist übermittelt die Gemeinde dem Bergbauingenieur die Akte innerhalb von acht Tagen.»

*Abschnitt IX* — Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 26. Juli 1990 zur Durchführung des Dekrets vom 7. Juli 1988 über die Gruben, in Bezug auf das für die Erteilung, die Verlängerung, die Abtretung, die Fusion anzuwendende Verfahren der Erlaubnis zum Aufsuchen

**Art. 26** - In dem Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 26. Juli 1990 zur Durchführung des Dekrets vom 7. Juli 1988 über die Gruben, in Bezug auf das für die Erteilung, die Verlängerung, die Abtretung, die Fusion anzuwendende Verfahren der Erlaubnis zum Aufsuchen werden die Absätze 2 bis 8 des Artikels 5 durch folgende Bestimmungen ersetzt:

«Der Gouverneur übermittelt den betroffenen Gemeinden ein Exemplar der Antragsakte, gegebenenfalls unter Beifügung der in Artikel D.29-14 Absatz 2 erwähnten Unterlagen, damit eine öffentliche Untersuchung gemäß den Bestimmungen des Titels III des Teils III des Buches I des Umweltgesetzbuches organisiert wird.

Das Datum der Eröffnung der Untersuchung wird von der Verwaltung festgelegt.»

**Art. 27** - In Artikel 6 desselben Erlasses werden die Absätze 1 bis 3 durch folgende Bestimmungen ersetzt:

«Nach Abschluss der öffentlichen Untersuchung verfügt der Antragsteller über eine Frist von dreißig Tagen, um Kenntnis von der Akte der öffentlichen Untersuchung zu nehmen und sich zu den Bemerkungen zu äußern.

Nach Ablauf dieser Frist übermittelt die Gemeinde dem Bergbauingenieur die Akte innerhalb von acht Tagen.»

*Abschnitt X* — Erlass vom 29. Juli 1993 bezüglich der Erschließung von Halden

**Art. 28** - In Artikel 4 § 4 des Erlasses vom 29. Juli 1993 bezüglich der Erschließung von Halden wird *in fine* folgender Satz hinzugefügt:

«Es übermittelt den angrenzenden Gemeinden ein vollständiges Exemplar des Antrags und den regionalen Beamten die fehlenden Unterlagen und Auskünfte.»

**Art. 29** - In demselben Erlass wird Artikel 5 durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 5 - Innerhalb von vierzig Tagen nach Einreichung des Antrags leitet das Kollegium gemäß den Bestimmungen des Titels III des Teils III des Buches I des Umweltgesetzbuches eine öffentliche Untersuchung ein.»

**Art. 30** - In Artikel 6 desselben Erlasses werden die Wörter "und den Kollegien der angrenzenden Gemeinden" gestrichen.

**Art. 31** - Artikel 10 desselben Erlasses wird außer Kraft gesetzt.

**Art. 32** - In Artikel 12 § 4 desselben Erlasses wird *in fine* folgender Satz hinzugefügt:

«Er übermittelt diesen Gemeinden ein vollständiges Exemplar des Antrags und den regionalen Beamten die fehlenden Unterlagen und Auskünfte.»

**Art. 33** - Artikel 13 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 13 - Innerhalb von vierzig Tagen nach Einreichung des Antrags leitet das Kollegium gemäß den Bestimmungen des Titels III des Teils III des Buches I des Umweltgesetzbuches eine öffentliche Untersuchung ein.»

**Art. 34** - Artikel 14 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 14 - Innerhalb einer Frist von zehn Tagen ab dem Abschluss der Untersuchung übermittelt das Kollegium den regionalen Beamten die Abschrift der Bemerkungen und Beschwerden, sowie des Abschlussprotokolls.»

**Art. 35** - In Artikel 15 Absatz 1 desselben Erlasses werden die Wörter "der betroffenen Gemeinden" durch die Wörter "der Gemeinden, in denen eine öffentliche Untersuchung organisiert wurde," ersetzt.

**Art. 36** - In Artikel 18 desselben Erlasses wird der Absatz 2 durch folgenden Wortlaut ersetzt: "Er versieht das Gutachten der regionalen Beamten und der Kollegien der Gemeinden, auf deren Gebiet eine öffentliche Untersuchung organisiert wurde, mit einem Vermerk."

**Art. 37** - Artikel 19 desselben Erlasses wird außer Kraft gesetzt.

**Art. 38** - In Artikel 26 § 4 desselben Erlasses:

1° werden in Absatz 1 die Wörter "die angrenzenden Gemeinden" durch die Wörter "die Gemeinden, in denen eine öffentliche Untersuchung organisiert wurde," ersetzt;

2° wird Absatz 2 außer Kraft gesetzt.

**Art. 39** - In Artikel 27 desselben Erlasses:

1° in § 1:

a) werden in Absatz 2 die Wörter "die angrenzenden Gemeinden" durch die Wörter "die Gemeinden, in denen eine öffentliche Untersuchung organisiert wurde," ersetzt;

b) wird Absatz 3 außer Kraft gesetzt;

2° wird § 2 durch folgende Bestimmung ersetzt:

«§ 2. Außerhalb der in § 1 erwähnten Fällen wird gemäß den Bestimmungen des Titels III des Teils III des Buches I des Umweltgesetzbuches eine öffentliche Untersuchung eingeleitet.

Die Wallonische Regierung übermittelt den betroffenen Gemeinden innerhalb von vierzig Tagen ab der Einreichung des Antrags eine Abschrift der Akte und gibt das Datum der Eröffnung der öffentlichen Untersuchung an.»

3° die §§ 3 bis 7 werden außer Kraft gesetzt.

**Art. 40** - Artikel 28 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 28 - Innerhalb einer Frist von zehn Tagen ab dem Abschluss der Untersuchung übermittelt das Kollegium den regionalen Beamten die Abschrift der Bemerkungen und Beschwerden, sowie des Abschlussprotokolls.»

**Art. 41** - In Artikel 32 Absatz 2 desselben Erlasses werden die Wörter "die im Antrag auf Abänderung erwähnten Halde(n) liegt(liegen)" durch die Wörter "eine öffentliche Untersuchung organisiert wurde" ersetzt.

**Art. 42** - Artikel 33 desselben Erlasses wird außer Kraft gesetzt.

*Abschnitt XI* — Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. Juli 1996 zur Festlegung der Regeln für die Umweltverträglichkeitsprüfung und die öffentliche Untersuchung bezüglich des Plans der technischen Vergrabungszentren

**Art. 43** - In Artikel 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Juli 1996 zur Festlegung der Regeln für die Umweltverträglichkeitsprüfung und die öffentliche Untersuchung bezüglich des Plans der technischen Vergrabungszentren:

1° wird der 2<sup>te</sup> Absatz durch folgenden Absatz ersetzt:

«Die öffentliche Untersuchung wird gemäß den in Titel III des Teils III des Buches I des Umweltgesetzbuches vorgesehenen Modalitäten organisiert.»;

2° wird der 3<sup>te</sup> Absatz außer Kraft gesetzt;

3° werden in dem 4<sup>ten</sup> Absatz die Wörter "die in wenigstens zwei Tageszeitungen veröffentlicht wurde und die in Artikel 3, 2° des vorerwähnten Erlasses vom 21. April 1994 angeführt wird" außer Kraft gesetzt.

**Art. 44** - Die Anlage II desselben Erlasses wird außer Kraft gesetzt.

*Abschnitt XII* — Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 1999 über die Erstellung und die Finanzierung der kommunalen Umwelt- und Naturförderungspläne

**Art. 45** - In dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 1999 über die Erstellung und die Finanzierung der kommunalen Umwelt- und Naturförderungspläne werden die Artikel 9 § 2, 10, 13, letzter Absatz, 14 und 16, § 2 außer Kraft gesetzt.

**Art. 46** - In Artikel 12 1° desselben Erlasses werden die Wörter "der die in Artikel 14 erwähnten Bedingungen erfüllt" gestrichen.

*Abschnitt XIII* — Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung

**Art. 47** - In dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung wird Artikel 7 außer Kraft gesetzt.

**Art. 48** - In Artikel 8 desselben Erlasses werden die Wörter "auf deren Gebiet eine öffentliche Untersuchung organisiert wird" durch die Wörter "die von dem Projekt, das Gegenstand des Antrags ist, betroffen sein könnten" ersetzt.

**Art. 49** - Artikel 9 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 9 - Die in Artikel D. 29-7 des Buches I des Umweltgesetzbuches erwähnte Bekanntmachung der öffentlichen Untersuchung wird innerhalb von fünf Tagen nach Eingang der in Artikel 8 erwähnten Unterlagen angeschlagen. Die Bekanntmachung entspricht dem in der Anlage X angeführten Muster.

Das Gemeindegremium einer jeden Gemeinde, in der eine öffentliche Untersuchung organisiert wurde, übermittelt dem technischen Beamten innerhalb von zehn Tagen nach Abschluss der Untersuchung die im Laufe der öffentlichen Untersuchung vorgebrachten schriftlichen und mündlichen Einwände und Bemerkungen, einschließlich des in Artikel D. 29-19 des Buches I des Umweltgesetzbuches erwähnten Protokolls. Es fügt sein eventuelles Gutachten bei.»

**Art. 50** - Die Artikel 10, 11, 12 und 13 desselben Erlasses werden außer Kraft gesetzt.

**Art. 51** - In demselben Erlass wird Artikel 35 außer Kraft gesetzt.

**Art. 52** - In Artikel 36 desselben Erlasses werden die Wörter "auf deren Gebiet eine öffentliche Untersuchung organisiert wird" durch die Wörter "die von dem Projekt, das Gegenstand des Antrags ist, betroffen sein könnten" ersetzt.

**Art. 53** - Artikel 37 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 37 - Die in Artikel D.29-7 des Buches I des Umweltgesetzbuches erwähnte Bekanntmachung der öffentlichen Untersuchung wird innerhalb von fünf Tagen nach Eingang der in Artikel 36 erwähnten Unterlagen angeschlagen. Die Bekanntmachung entspricht dem in der Anlage X angeführten Muster.

Das Gemeindegremium einer jeden Gemeinde, in der eine öffentliche Untersuchung organisiert wurde, übermittelt dem technischen Beamten und dem beauftragten Beamten innerhalb von zehn Tagen nach Abschluss der Untersuchung die im Laufe der öffentlichen Untersuchung vorgebrachten schriftlichen und mündlichen Einwände und Bemerkungen, einschließlich des in Artikel D. 29-19 des Buches I des Umweltgesetzbuches erwähnten Protokolls. Es fügt sein eventuelles Gutachten bei.»

**Art. 54** - Die Artikel 38, 39, 40 und 41 desselben Erlasses werden außer Kraft gesetzt.

**Art. 55** - In demselben Erlass wird die Anlage X durch folgende Anlage ersetzt:

«Anlage X. — Öffentliche Untersuchung

Gemeinde von

BETRIEBE, DIE GEMÄSS DEM DEKRET VOM 11. MÄRZ 1999 ÜBER DIE UMWELTGENEHMIGUNG EINGESTUFTE ANLAGEN UND TÄTIGKEITEN ENTHALTEN

Betrifft den Antrag von

im Hinblick auf den Erhalt der Umweltgenehmigung, der Globalgenehmigung oder der Abänderung der besonderen Betriebsbedingungen für (Gegenstand des Antrags und kurze Beschreibung des Projekts).

Die Akte (falls eine Umweltverträglichkeitsprüfung beiliegt, bitte angeben) kann bei der Gemeindeverwaltung ab dem eingesehen werden.

Datum des Anschlags des Antrags:

Eröffnungsdatum der Untersuchung:

Ort, Datum und Uhrzeit des Abschlusses der Untersuchung:

Die schriftlichen Bemerkungen können an folgende Anschrift gerichtet werden:

Der Bürgermeister setzt die Bevölkerung davon in Kenntnis, dass eine öffentliche Untersuchung bezüglich des vorerwähnten Antrags eröffnet wird.

Die Akte kann ab dem Eröffnungsdatum und bis zum Abschlussdatum der Untersuchung jeden Werktag während den Dienstzeiten und am bis um 20 Uhr oder samstags morgens eingesehen werden.

Wenn die Einsichtnahme an einem Werktag nach sechzehn Uhr oder samstags morgens stattfindet, muss die Person, die die Akte einzusehen wünscht, sich spätestens vierundzwanzig Stunden im Voraus bei ..... (Name und Anschrift der für die Organisation der Verabredungstermine verantwortlichen Person) anmelden.

Jeder Betroffene kann innerhalb der oben erwähnten Frist und bis zum Abschluss der Untersuchung seine schriftlichen oder mündlichen Bemerkungen bei der Gemeindeverwaltung vorbringen.

Die mündlichen Beschwerden und Bemerkungen werden auf Anmeldung von dem Umweltberater oder mangels dessen von dem zu diesem Zweck beauftragten Gemeindebediensteten entgegengenommen.<sup>1</sup>

Jeder Betroffene kann technische Erklärungen über das Projekt beim Antragsteller, beim Umweltberater oder mangels dessen beim Gemeindegremium oder bei dem zu diesem Zweck beauftragten Gemeindebediensteten<sup>1</sup>, beim technischen Beamten (Anschrift und allgemeine Telefonnummer) und beim beauftragten Beamten (wenn es sich um eine Globalgenehmigung handelt, Anschrift und allgemeine Telefonnummer) erhalten.

Die Behörde, die dafür zuständig ist, über den Antrag, der Gegenstand der vorliegenden öffentlichen Untersuchung ist, einen Beschluss zu fassen, ist .....

(Angaben, wenn das Projekt Gegenstand eines Verfahrens für eine Umweltverträglichkeitsprüfung im grenzüberschreitenden Rahmen gemäß Artikel D.29-11 § 1 des Buches I des Umweltgesetzbuches ist).

(Angaben, wenn andere umweltbezogene Informationen in Bezug auf das Projekt zur Verfügung stehen).

(Wenn vorhanden, Name und Anschrift des Umweltberaters oder mangels dessen des oder der Raumordnungs- und Städtebauberater angeben).

....., den .....

Der Bürgermeister"

**Art. 56** - In demselben Erlass wird Artikel 95<sup>quater</sup>, 2° durch folgende Bestimmung ersetzt:

«2° in der oder den Gemeinden, die von dem Projekt betroffen sein könnten.»

**Art. 57** - Artikel 95<sup>quinquies</sup> desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 95<sup>quinquies</sup> - Die in Artikel D. 29-7 des Buches I des Umweltgesetzbuches erwähnte Bekanntmachung der öffentlichen Untersuchung wird innerhalb von fünf Tagen nach Eingang der in Artikel 95<sup>ter</sup> erwähnten Unterlagen angeschlagen. Die Bekanntmachung entspricht dem in der Anlage X angeführten Muster.

Das Gemeindegremium einer jeden Gemeinde, in der eine öffentliche Untersuchung organisiert wurde, übermittelt dem technischen Beamten innerhalb von zehn Tagen nach Abschluss der Untersuchung die im Laufe der öffentlichen Untersuchung vorgebrachten schriftlichen und mündlichen Einwände und Bemerkungen, einschließlich des in Artikel D. 29-19 des Buches I des Umweltgesetzbuches erwähnten Protokolls. Es fügt sein eventuelles Gutachten bei.»

**Art. 58** - Die Artikel 95<sup>sexies</sup>, 95<sup>septies</sup>, 95<sup>octies</sup> und 95<sup>nonies</sup> desselben Erlasses werden außer Kraft gesetzt.

Abschnitt XIV - Erlass der Wallonischen Regierung vom 2. Oktober 2003 zur Durchführung des Dekrets vom 4. Juli 2002 über die Steinbrüche und zur Abänderung gewisser Bestimmungen des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung.

**Art. 59** - In dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 2. Oktober 2003 zur Durchführung des Dekrets vom 4. Juli 2002 über die Steinbrüche und zur Abänderung gewisser Bestimmungen des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung wird Artikel 15 durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 15 - Der technische Beamte richtet die Akte, sowie seinen auf die Vollständigkeit der Akte schließenden Bericht an das Gemeindegremium, das innerhalb von zehn Tagen ab dem Erhalt dieser Unterlagen und spätestens am neunzigsten Tag nach der Einreichung des Antrags eine öffentliche Untersuchung gemäß den Bestimmungen des Titels III des Teils III des Buches I des Umweltgesetzbuches eine öffentliche Untersuchung einleitet.»

**Art. 60** - Artikel 18 desselben Erlasses wird außer Kraft gesetzt.

#### KAPITEL III — Übergangs- und Schlussbestimmungen

**Art. 61** - Die in Artikel 63 des Dekrets vom 31. Mai 2007 über die Beteiligung der Öffentlichkeit in Sachen Umwelt erwähnte Umweltausbildung ist diejenige, die vom "Centre permanent de formation en environnement et développement durable" organisiert wird.

Jeder in dem vorherigen Artikel 63 erwähnte Umweltberater kann dieses Amt weiterhin ausüben, unter der Bedingung, dass er der Gemeinde, bei der er angestellt ist, innerhalb des Jahres des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses eine Bescheinigung des Abschlusses dieser Ausbildung übermittelt.

**Art. 62** - Das Dekret vom 31. Mai 2007 über die Beteiligung der Öffentlichkeit in Sachen Umwelt tritt am Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses in Kraft.

**Art. 63** - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 20. Dezember 2007

Der Minister-Präsident,  
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

—————  
VERTALING

#### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2008 — 607

[2008/200591]

#### 20 DECEMBER 2007. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 31 mei 2007 betreffende de inspraak van het publiek inzake het leefmilieu

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 31 mei 2007 betreffende de inspraak van het publiek inzake het leefmilieu;

Gelet op Boek I van het Milieuwetboek, inzonderheid op de artikelen D.5-1, D.29-5, § 4, D.29-6, D.29-7, § 3, D.29-11, D.29-20, D.29-22, § 3, eerste lid, 2°, D.44, D.48, zesde lid, en D.57;

Gelet op Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, inzonderheid op de artikelen D.172 en D.175;

Gelet op de wet van 19 december 1854 houdende het Boswetboek, inzonderheid op de artikelen 31 en 32;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 83 van 28 november 1939 betreffende het opsporen en het ontginnen van bitumineuze gesteenten, van petroleum en van brandbare gassen, inzonderheid op artikel 6;

Gelet op de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen, inzonderheid op artikel 19;

Gelet op de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, inzonderheid op artikel 23;

Gelet op het decreet van 9 mei 1985 met betrekking tot de ontsluiting van steenberggen, inzonderheid op artikel 4, § 5;

Gelet op het decreet van 16 juli 1985 betreffende de natuurparken, inzonderheid op artikel 4, § 1;

Gelet op het decreet op de mijnen van 7 juli 1988, inzonderheid op de artikelen 12 en 32;

Gelet op het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, inzonderheid op artikel 24, § 2;

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 24, 65, § 1, en 90;

Gelet op het decreet van 4 juli 2002 op de steengroeven en houdende wijziging van sommige bepalingen van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op artikel 6;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 december 1854 betreffende de uitvoering van het Boswetboek;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 april 1953 houdende regeling van de vorm en van de wijze van onderzoek der aanvragen tot het bekomen van een uitsluitende vergunning tot het opsporen of ontginnen van petroleum en brandbare gassen;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 november 1968 houdende vaststelling van de procedure bij de onderzoeken de commodo et incommodo bepaald bij de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 april 1979 houdende vaststelling van het beheersreglement der bosreservaten;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 10 september 1987 houdende het reglement betreffende het openbare onderzoek over de ontwerpen van natuurparken;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 26 juli 1990 houdende uitvoering van het decreet van 7 juli 1988 op de mijnen wat betreft de procedure die inzake toekenning, afstand, fusie, verhuring of verpachting van mijnconcessies dient te worden toegepast;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 26 juli 1990 houdende uitvoering van het decreet van 7 juli 1988 op de mijnen wat betreft de procedure en de voorwaarden inzake toekenning, verlenging, afstand en samenvoeging van de opsporingsvergunningen;

Gelet op het besluit van 29 juli 1993 tot ontsluiting van steenberggen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 25 juli 1996 tot vaststelling van de regels voor het milieueffectenonderzoek en het openbaar onderzoek betreffende het plan voor centra voor technische ingraving;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen tot uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 2 oktober 2003 tot uitvoering van het decreet van 4 juli 2002 op de groeven en houdende wijziging van sommige bepalingen van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunningen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 25 juni 2007;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 27 juni 2007;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge raad van de steden, gemeenten en provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 11 juli 2007;

Gelet op het advies van de "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" (Waalse milieuraad voor duurzame ontwikkeling), gegeven op 4 september 2007;

Gelet op het advies van de "Commission consultative de l'Eau" (Wateradviescommissie), gegeven op 10 juli 2007;

Gelet op het advies van de Afvalcommissie, gegeven op 20 juli 2007;

Gelet op het advies van de "Commission régionale d'Aménagement du Territoire" (Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening), gegeven op 5 september 2007;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature" (Waalse hoge raad voor natuurbehoud), geacht gunstig te zijn krachtens artikel 53, § 2, tweede zin, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud;

Gelet op het advies nr. 43.796/4 van de Raad van State, gegeven op 5 december 2007, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Richtlijn 2003/35/EG van het Europees Parlement en de Raad van 26 mei 2003 tot voorziening in inspraak van het publiek in de opstelling van bepaalde plannen en programma's betreffende het milieu en, met betrekking tot inspraak van het publiek en toegang tot de rechter, tot wijziging van de Richtlijnen 85/337/EEG en 96/61/EG van de Raad, wat betreft de bepaling van gemeenschappelijke regels voor inspraak van het publiek in de opstelling van plannen en programma's betreffende het milieu en in de besluitvorming i.v.m. specifieke activiteiten wordt gedeeltelijk bij dit besluit omgezet.

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen betreffende de inspraak van het publiek in de opstelling van plannen en programma's betreffende het milieu en in de besluitvorming i.v.m. specifieke activiteiten.*

**Art. 2.** Het opschrift van deel III van het regelgevend deel van Boek I van het Milieuwetboek wordt vervangen door volgend opschrift: "Informatie, bewustmaking en inspraak van het publiek inzake het leefmilieu".

**Art. 3.** Deel III van Boek I van het Milieuwetboek wordt aangevuld met een titel III, luidend als volgt :

HOOFDSTUK I. — *Informatievergadering*

**TITEL III. — *Inspraak van het publiek inzake het leefmilieu***

Art. R.41-1. De aanvrager maakt de gegevens bedoeld in artikel D.29-5, § 2, eerste lid, 2°, bij gewoon schrijven over aan de instantie met name van de aanvraag volledig en ontvankelijk is.

Deze instantie bepaalt binnen twintig dagen na ontvangst van de gegevens op welke gemeenten het project betrekking kan hebben (met inbegrip van de gemeente(n) waartoe het zich uitstrekt) en geeft de aanvrager kennis daarvan bij aangetekend schrijven.

Art. R.41-2. Het bericht bedoeld in artikel D.29-5, § 2, vierde lid, wordt in zwarte letters op gele achtergrond gedrukt en heeft een oppervlakte van minimum 35 dm<sup>2</sup>.

Art. R.41-3. De aanvrager organiseert in de gemeente waar het project de grootste oppervlakte bestrijkt, een informatievergadering waarop de bevolking van de overeenkomstig artikel D.29-5, § 3, betrokken gemeente(n) wordt uitgenodigd.

Ook de volgende personen of instanties worden op de vergadering uitgenodigd en kunnen zich daar laten vertegenwoordigen :

1° de persoon die de aanvrager heeft gekozen om het milieueffectonderzoek uit te voeren, als een dergelijke studie wordt vereist;

2° de bevoegde overheid;

3° de Administratie Leefmilieu en de Administratie Ruimtelijke Ordening;

4° De "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" (Waalse milieuraad voor duurzame ontwikkeling), la "Commission consultative communale d'aménagement du territoire" (Gemeentelijke adviescommissie voor ruimtelijke ordening), de "Commission régionale d'aménagement du territoire" (Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening), die hoogstens twee leden mogen afvaardigen;

5° de vertegenwoordigers van de overeenkomstig artikel D.29-5, § 3, betrokken gemeente(n).

Art. R.41-4. Iedereen kan binnen vijftien dagen, te rekenen van de datum van de informatievergadering opmerkingen en suggesties formuleren en erom verzoeken dat specifieke punten betreffende het project aan het licht gebracht worden, alsook technische alternatieven voorleggen die redelijkerwijs door de aanvrager overwogen kunnen worden opdat ze in overweging genomen worden bij de tenuitvoerlegging van het effectonderzoek, en ze indienen bij het gemeentecollege waar de informatievergadering heeft plaatsgevonden. Daarbij worden naam en adres opgegeven.

Een afschrift wordt overgemaakt aan de aanvrager, die het onmiddellijk doorstuurt naar de auteur van de studie als een dergelijke studie vereist is.

Art. R.41-5. § 1. De minimale inhoud van de notulen van de informatievergadering wordt in bijlage IV bepaald.

§ 2. De termijnen voorzien inzake de organisatie van de informatievergadering worden geschorst tussen 16 juli en 15 augustus en tussen 24 december en 1 januari.

HOOFDSTUK II. — *Bericht van openbaar onderzoek*

Art. R.41-6. Het bericht van openbaar onderzoek bedoeld in artikel D.29-7 is in zwarte letters op gele achtergrond gedrukt en heeft een oppervlakte van minimum 35 dm<sup>2</sup>.

HOOFDSTUK III. — *Grensoverschrijdende effecten*

Art. R.41-7. § 1. Het plan- of programma-ontwerp bedoeld in artikel D.29-11, § 1, wordt door de auteur ervan overgemaakt aan de bevoegde overheden van het Gewest, de lidstaat van de Europese Unie of de Staat die partij is bij het Verdrag van Espoo bedoeld in ditzelfde artikel.

Terwijl hij het dossier overmaakt, stelt de auteur van het plan of het programma de Regering en de gemeente(n) in kennis van de plaats waar een openbaar onderzoek wordt gevoerd.

§ 2. De beslissing tot aanneming of goedkeuring van een plan of programma, alsook de milieuaangifte en de vastgelegde opvolgingsmaatregelen wordt door de auteur van het plan of programma meegegeeld aan de bevoegde overheden van het Gewest, de lidstaat van de Europese Unie of de Staat die partij is bij het Verdrag van Espoo bedoeld in artikel D.29-11, § 1.

Art. R.41-8. Als de Regering de in artikel D.29-11, § 2, bedoelde informatie i.v.m. een plan of programma ontvangt, maakt ze die over aan :

1° de gemeentecolleges van de gemeenten waar het project effecten zou kunnen veroorzaken, die deze informatie ter inzage leggen van het publiek overeenkomstig de procedure van openbaar onderzoek bedoeld in Titel III van deel III van het decreetgevende deel, met de volgende aanpassingen :

a) de Regering of haar afgevaardigde bepaalt de gemeenten die het voorwerp kunnen uitmaken van het plan of programma en op het grondgebied waarvan een openbaar onderzoek uitgevoerd moet worden;

b) de bepalingen van onderafdeling 2 van hoofdstuk III zijn niet van toepassing;

c) het openbaar onderzoek duurt dertig dagen;

2° de "CWEDD".

De instanties bedoeld in het eerste lid, 1°, zamelen de opmerkingen van het publiek in en verstrekken de Regering hun eventuele adviezen en ingezamelde opmerkingen binnen vijfenveertig dagen, te rekenen van de dag waarop het openbaar onderzoek bedoeld in het eerste lid afgesloten is. De "CWEDD" verstrekt de Regering zijn eventueel advies binnen vijfenveertig dagen, te rekenen van de dag waarop hij de in het eerste lid bedoelde informatie heeft ontvangen.

Art. R.41-9. § 1. Het project bedoeld in artikel D.29-11, § 1, wordt door de instantie die moet nagaan of de aanvraag volledig en ontvankelijk is overgemaakt aan de betrokken overheden van het Gewest, de lidstaat van de Europese Unie of de Staat die partij is bij het Verdrag van Espoo bedoeld in ditzelfde artikel, met melding van :

1° de bevoegde overheid en de termijn waarbinnen de beslissing moet worden genomen;

2° de modaliteiten voor de organisatie van het openbaar onderzoek betreffende de behandeling van de vergunningsaanvraag, meer bepaald de duur van het onderzoek, de vermoedelijke begindatum ervan en de overheid die de opmerkingen van het publiek in ontvangst zal nemen.

Ze geeft de Regering en de bevoegde overheid kennis van het tijdstip waarop ze het dossier overmaakt.

§ 2. De bevoegde overheid zendt haar besluit bij aangetekend schrijven naar de overheden bedoeld in § 1.

§ 3. Als de Regering omtrent een project de in artikel D.29-11, § 2, bedoelde gegevens ontvangt, maakt ze die over aan :

1° de gemeentecolleges van de gemeenten waar het project effecten zou kunnen veroorzaken, die deze informatie ter inzage van het publiek leggen overeenkomstig de procedure van openbaar onderzoek bedoeld in Titel III van deel III van dit Wetboek, met de volgende aanpassingen :

a) de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu of zijn gemachtigde bepaalt de gemeenten die het voorwerp van het project kunnen uitmaken en op het grondgebied waarvan een openbaar onderzoek uitgevoerd moet worden;

b) de bepalingen betreffende de informatievergadering zijn niet van toepassing;

c) de bepalingen van onderafdeling 2 van hoofdstuk III zijn niet van toepassing;

d) artikel D.29-10 is niet van toepassing;

e) het openbaar onderzoek duurt dertig dagen;

2° de "CWEDD".

De instanties bedoeld in het eerste lid, 1° verzamelen de opmerkingen van het publiek en verstrekken de Regering hun eventuele adviezen en verzamelde opmerkingen binnen dertig dagen, te rekenen van de dag waarop ze de in het eerste lid bedoelde informatie hebben ontvangen. De "CWEDD" verstrekt de Regering zijn eventueel advies binnen dertig dagen, te rekenen van de dag waarop hij de in het eerste lid bedoelde informatie heeft ontvangen.

HOOFDSTUK IV. — *Vervangingsbevoegdheid*

Art. R.41-10. Voor de toepassing van artikel D.29-20 kan de Regering of de instantie die moet nagaan of de aanvraag volledig of ontvankelijk is, beroep doen op een gerechtsdeurwaarder van zijn keuze om het bericht van openbaar onderzoek aan te plakken.

De kosten i.v.m. de formaliteiten van het openbaar onderzoek worden gedragen door het in gebreke gebleven gemeentecollege.

HOOFDSTUK V. — *Bekendmaking betreffende de beslissing*

Art. R.41-11. De beslissing tot aanneming of goedkeuring van een plan of programma van categorie B, alsook de milieuaangifte en de vastgelegde opvolgingsmaatregelen en de beslissing van de bevoegde overheid betreffende een project van categorie B of C worden meegegeeld aan elk orgaan waarvan de bevoegde overheid acht dat het onmiddellijk op de hoogte gebracht moet worden.

HOOFDSTUK VI. — *Milieuadviseur*

Art. R.41-12. § 1. De toekenning van een subsidie voor de indienstneming of de handhaving van de indienstneming van een milieuadviseur bedoeld in artikel D.5-1 is aan de volgende voorwaarden onderworpen :

1° de gemeente, meerdere gemeenten of een vereniging van gemeenten nemen een milieuadviseur in dienst binnen zes maanden na de beslissing tot toekenning van de subsidie of kondigen binnen dezelfde termijn aan dat de milieuadviseur in functie blijft;

2° over een "lokale agenda 21" beschikken binnen drie jaar na de beslissing tot toekenning van de subsidie;

3° de milieuadviseur vervult de opdrachten die hem krachtens het decreetgevende deel worden toegewezen, o.a. :

a) de coördinatie van de verschillende milieuplanningen in de gemeente, met inbegrip van de "lokale agenda 21";

b) het beheer van de in de gemeente lopende milieudossiers en de bemiddeling in het domeinoverschrijdend beheer van deze dossiers;

c) de totstandbrenging van een dialoog met de bevolking om elke milieugunstige maatregel te promoten en toe te passen;

4° de milieuadviseur heeft de volgende opleiding gevolgd :

a) een opleiding van minstens 300 uur inzake leefmilieu, met een multidisciplinaire inhoud i.v.m. milieuwetenschappen en technieken;

b) een inleiding van minstens 30 uur tot de methoden en technieken inzake communicatie en sociaal overleg. Deze inleiding kan worden opgenomen in de opleiding bedoeld in punt 3°, a);

5° de adviseur volgt een jaarlijkse opleiding die door het "Centre permanent de formation en environnement durable" (Centrum voor permanente vorming inzake duurzame ontwikkeling) wordt verzorgd.

§ 2. Om een opleiding van hoge kwaliteit te waarborgen, wordt het volgende jaarlijks door het centrum bedoeld in § 1, 5° aan de goedkeuring van de Minister van Leefmilieu onderworpen :

1° de inhoud en de duur van de voorgestelde opleiding;

2° een raming van de onderwerpen voor de komende jaren, rekening houdend met de actualiteit;

3° de wijze waarop de adviseurs worden beoordeeld.

Art. R.41-13. De aanvraag om subsidie voor de indienstneming of de handhaving van de indienstneming van een milieuadviseur wordt door het (de) gemeentecollege(s) gestuurd naar het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu.

Het aanvraagdossier bevat :

1° een afschrift van de beraadslaging van de gemeenteraad van de betrokken gemeente of gemeenten waarbij het volgende beslist wordt :

a) de indienstneming van een personeelslid in een betrekking van de gemeentelijke personeelsformatie of

b) de indienstneming van een persoon op grond van een arbeidsovereenkomst van minstens één jaar of

c) het afsluiten van een opdracht voor aanneming van diensten van minstens één jaar, met hetzij een natuurlijke persoon die aan de vereiste voorwaarden voldoet, hetzij een rechtspersoon die op de diensten van één of meerdere milieuadviseurs beroep doet, voor zover de overeenkomst bepaalt dat de aan de gemeente verleende diensten uitgevoerd worden door personen die aan de gestelde voorwaarden voldoen;

2° een afschrift van het diploma bedoeld in artikel D.5-1, § 2, vergezeld van elk document waaruit blijkt dat hij de opleiding bedoeld in bovenvermeld artikel gevolgd heeft, of elk document waaruit blijkt dat hij beschikt over de beroepservaring bedoeld in datzelfde artikel, alsook een attest waaruit blijkt dat hij de in artikel R.41-12, § 1, 4°, bedoelde opleiding gevolgd heeft. Art. R.41-14. Het bedrag van de jaarlijkse subsidie wordt forfaitair op 20.000 euro vastgelegd voor een voltijdse betrekking.

Bij deeltijdse arbeid wordt het bedrag van de subsidie in verhouding tot de duur van de arbeid verminderd.

Ze wordt niet toegekend als het jaarlijkse aantal diensturen lager is dan 468.

Art. R.41-15. Een eerste schijf die 50 % van de jaarlijkse subsidie bedraagt, wordt als voorschot uitbetaald op grond van een aangifte van schuldvordering die vanaf de toekenningsbeslissing door de gemeente of een vereniging van gemeenten wordt ingediend in het geval van de handhaving van de indienstneming van een milieuadviseur of vanaf de indienstneming van een nieuwe milieuadviseur.

Art. R.41-16. Het saldo wordt uitbetaald op het einde van het afgelopen kalenderjaar en op grond van de volgende stukken :

1° een aangifte van schuldvordering met het verantwoordingsstuk voor de uitgaven, met, meer bepaald, de loonlast van de milieuadviseur en de werkingskosten voor zijn opdrachten;

2° het activiteitenverslag betreffende de opdrachten die de milieuadviseur uitgevoerd heeft;

3° het attest waaruit blijkt dat hij de jaarlijkse opleiding bedoeld in artikel R.41-12, § 1, 4° gevolgd heeft.

Het (de) gemeentecollege(s) richt(en) de aanvraag tot uitbetaling van de subsidie samen met de stukken bedoeld in het eerste lid aan de "D.G.R.N.E." uiterlijk 31 maart van het jaar volgend op het voor subsidie in aanmerking komende kalenderjaar. De aanvraag tot uitbetaling geldt als aanvraag voor de verlenging van de subsidie, behoudens andersluidend advies van de gemeente.

Het verslag bedoeld in het eerste lid, 2°, van dit artikel heeft o.a. betrekking op :

1° de stand van vordering van de "lokale agenda 21" vastgesteld in de vorm van een situatie-overzicht waarop de doelstellingen, de ingezette middelen en de beoordeling van de resultaten worden vermeld.

2° het aantal bestaande plannen in hun gemeente en hun ontwikkeling;

3° het aantal behandelde milieudossiers en hun hoofddoelstelling;

4° het aantal gevoerde sensibiliseringsacties. »

HOOFDSTUK II. — *Wijzigings- en opheffingsbepalingen**Afdeling I. — Boek I van het Milieuwetboek*

**Art. 4.** Artikel R.42 van Boek I van het Milieuwetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. R.42. De raadpleging, zoals bedoeld in artikel D.42 wordt overeenkomstig de regelgevende bepalingen geregeld. »

**Art. 5.** In artikel R.43 van Boek I van het Milieuwetboek wordt de eerste zin geschrapt.

**Art. 6.** Artikel R.44 van Boek I van het Milieuwetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. R.44. Tijdens de duur van de aanplakking van het bericht van openbaar onderzoek kan de gemeentelijke overheid beslissen het ontwerp-plan of -programma voor advies voor te leggen aan de door haar ingestelde overlegcommissies, waarvan de bevoegdheden op de ter inzage gelegde tekst betrekking hebben. Over het (de) uitgebrachte advies (adviezen) wordt schriftelijk gerapporteerd.

Binnen dertig dagen na afsluiting van de terinzagelegging doet het gemeentebestuur de Minister, samen met de eventuele synthesesnota's en het met redenen omklede advies van de gemeenteraad, een afschrift toekomen van de door de bevolking en/of de in het eerste lid bedoelde overlegcommissies uitgebrachte adviezen. »

**Art. 7.** In artikel R.45 van Boek I van het Milieuwetboek worden de woorden "van de in artikel 43 en artikel 44, punt 7," vervangen door de woorden "van de in de artikelen 43 en 44, tweede lid,".

**Art. 8.** Artikel R.48 van Boek I van het Milieuwetboek wordt opgeheven.

**Art. 9.** De eerste zin van artikel R.49 van Boek I van het Milieuwetboek wordt geschrapt.

**Art. 10.** De artikelen R.50 en R.51 van Boek I van het Milieuwetboek worden opgeheven.

**Art. 11.** De artikelen R.76 tot R.80 van Boek I van het Milieuwetboek worden opgeheven.

**Art. 12.** De artikelen R.83 tot R.85 van het Milieuwetboek worden opgeheven.

**Art. 13.** In het regelgevend deel van Boek I van het Milieuwetboek wordt bijlage IV vervangen door de volgende bijlage :

« *Bijlage IV.* — Minimale inhoud van de notulen van de informatievergadering

De notulen van de informatievergadering bedoeld in artikel D.29-5 bevatten minstens de volgende gegevens :

1. de datum, het uur en de plaats van de vergadering;
2. de identiteit en personalia van de voorzitter van de vergadering;
3. de naam van de personen zoals vermeld op de lijst der aanwezigen op de laatste vergadering;
4. een samenvatting van de verschillende besproken punten, meer bepaald :
  - de voorstelling van het project door de aanvrager;
  - de opmerkingen en voorstellen i.v.m. het project (met melding van de identiteit van de personen die het woord genomen hebben);
  - als een milieueffectstudie wordt voorgeschreven :
    - de bijzondere punten die aan het licht zijn gebracht om in het kader van de milieueffectstudie besproken te worden;
    - de overgelegde technische alternatieven die redelijkerwijs door de aanvrager overwogen kunnen worden. »

*Afdeling II. — Boek II van het Milieuwetboek*

**Art. 14.** In artikel R. 152 van Boek II van het Milieuwetboek worden de leden 2 tot 5 vervangen als volgt :

« Binnen vijftien dagen na ontvangst van het dossier stelt het gemeentecollege een openbaar onderzoek in overeenkomstig de bepalingen van titel III, deel III, van Boek I van het Milieuwetboek. »

**Art. 15.** In artikel R.162 van Boek II van het Milieuwetboek worden de leden 2 tot 5 vervangen als volgt :

« Binnen vijftien dagen na ontvangst van het dossier stelt het gemeentecollege een openbaar onderzoek in overeenkomstig de bepalingen van titel III, deel III, van Boek I van het Milieuwetboek. »

*Afdeling III. — Koninklijk besluit van 20 december 1854 betreffende de uitvoering van het Boswetboek*

**Art. 16.** Artikel 36 van het koninklijk besluit van 20 december 1854 betreffende de uitvoering van het Boswetboek wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

« De inrichting of de wijziging van de geldende inrichting wordt vóór de aanneming ervan krachtens artikel 31, eerste lid, van de wet van 19 december 1854 houdende het Boswetboek, onderworpen aan de modaliteiten voor inspraak van het publiek waarin titel III, deel III, van Boek I van het Milieuwetboek voorziet. »

**Art. 17.** Artikel 37 van het koninklijk besluit van 20 december 1854 betreffende de uitvoering van het Boswetboek wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

« Binnen een maand na ontvangst van het advies van het Provinciecollege wordt het inrichtingsproject onderworpen aan de modaliteiten voor inspraak van het publiek waarin titel III, deel III, van Boek I van het Milieuwetboek voorziet. »

*Afdeling IV.* — Koninklijk besluit van 7 april 1953 houdende regeling van de vorm en van de wijze van onderzoek der aanvragen tot het bekomen van een uitsluitende vergunning tot het opsporen of ontginnen van petroleum en brandbare gassen

**Art. 18.** Het koninklijk besluit van 7 april 1953 houdende regeling van de vorm en van de wijze van onderzoek der aanvragen tot het bekomen van een uitsluitende vergunning tot het opsporen of ontginnen van petroleum en brandbare gassen wordt aangevuld met een artikel *5bis*, luidend als volgt :

« Art. *5bis*. "Binnen zestig dagen na afloop van de termijn voorgeschreven voor de indiening van de aanvraag tot mededinging en van het verzet wordt een openbaar onderzoek gevoerd overeenkomstig de bepalingen van titel III van deel III van Boek I van het Milieuwetboek. Een afschrift van het aanvraagdossier wordt overgemaakt aan de gemeenten die door de directeur-generaal van het mijnwezen worden aangewezen overeenkomstig artikel D.29-4, tweede lid, van Boek I van het Milieuwetboek. »

**Art. 19.** Hetzelfde besluit wordt met een artikel *5ter* aangevuld, luidend als volgt :

« Art. *5ter*. Binnen tien dagen, met ingang van de datum waarop het openbaar onderzoek is afgesloten, geeft de gemeente de directeur-generaal van het mijnwezen kennis van het afschrift van de opmerkingen en klachten, alsook van het proces-verbaal van sluiting. »

**Art. 20.** In artikel 6 van hetzelfde koninklijk besluit worden de woorden "het verstrijken van de termijn gesteld voor het doen van de aanvraag om mededinging en van het verzet" vervangen door de woorden "het ontvangen van de stukken bedoeld in artikel *5ter*".

*Afdeling V.* — Koninklijk besluit van 29 november 1968 houdende vaststelling van de procedure bij de onderzoeken de commodo et incommodo, voorgeschreven bij de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen

**Art. 21.** Het koninklijk besluit van 29 november 1968 houdende vaststelling van de procedure bij de onderzoeken de commodo et incommodo, voorgeschreven bij de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen, wordt aangevuld met een artikel *7bis*, luidend als volgt :

« Het tweede lid van artikel 3, het tweede en het derde lid van artikel 4 en de artikelen 6 en 7 zijn niet van toepassing op de plannen, programma's en projecten bedoeld in artikel D.29-1 van Boek I van het Milieuwetboek. »

*Afdeling VI.* — Koninklijk besluit van 2 april 1979 houdende vaststelling van het beheersreglement der bosreservaten

**Art. 22.** Artikel 3 van het koninklijk besluit van 2 april 1979 houdende vaststelling van het beheersreglement der bosreservaten wordt aangevuld met een derde lid, luidend als volgt :

« Binnen een maand na ontvangst van het advies van de "Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature" wordt het ontwerp van besluit houdende de inrichting van een bosreservaat dat onder de bosregeling valt onderworpen aan de modaliteiten voor inspraak van het publiek waarin titel III, deel III, van Boek I van het Milieuwetboek voorziet. »

*Afdeling VII.* — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 10 september 1987 houdende het reglement betreffende het openbare onderzoek over de ontwerpen van natuurparken

**Art. 23.** Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 10 september 1987 houdende het reglement betreffende het openbare onderzoek over de ontwerpen van natuurparken wordt opgeheven.

*Afdeling VIII.* — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 26 juli 1990 houdende uitvoering van het decreet van 7 juli 1988, op de mijnen wat de procedure betreft die inzake toekenning, afstand, fusie, verhuring of verpachting van mijnconcessies dient te worden toegepast

**Art. 24.** In het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 26 juli 1990 houdende uitvoering van het decreet van 7 juli 1988, op de mijnen wat de procedure betreft die inzake toekenning, afstand, fusie, verhuring of verpachting van mijnconcessies dient te worden toegepast, worden de leden 2 tot 8 van artikel 5 vervangen als volgt :

« De gouverneur maakt een afschrift van het aanvraagdossier, in voorkomend geval samen met de stukken bedoeld in artikel D.29-14, tweede lid, aan de betrokken gemeenten over teneinde een openbaar onderzoek te organiseren overeenkomstig de bepalingen van titel III, deel III, van Boek I van het Milieuwetboek.

De administratie bepaalt de openingsdatum van dit onderzoek. »

**Art. 25.** In hetzelfde besluit worden de leden 1 tot 3 van artikel 6 vervangen als volgt :

« Bij de sluiting van het openbaar onderzoek beschikt de aanvrager over een termijn van dertig dagen om kennis te nemen van het openbaar onderzoek en om op de opmerkingen in te gaan.

Na afloop van deze termijn stuurt de gemeente het dossier binnen acht dagen aan de mijnningénieur. »

*Afdeling IX.* — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 26 juli 1990 houdende uitvoering van het decreet van 7 juli 1988, op de mijnen wat de procedure en de voorwaarden inzake toekenning, verlenging, afstand en samenvoeging van de opsporingsvergunningen betreft

**Art. 26.** In het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 26 juli 1990 houdende uitvoering van het decreet van 7 juli 1988, op de mijnen wat de procedure en de voorwaarden inzake toekenning, verlenging, afstand en samenvoeging van de opsporingsvergunningen betreft, worden de leden 2 tot 8 van artikel 5 vervangen als volgt :

« De gouverneur maakt een exemplaar van het aanvraagdossier, in voorkomend geval samen met de stukken bedoeld in artikel D.29-14, tweede lid, aan de betrokken gemeenten over teneinde een openbaar onderzoek te organiseren overeenkomstig de bepalingen van titel III, deel III, van Boek I van het Milieuwetboek.

De administratie bepaalt de openingsdatum van dit onderzoek. »

**Art. 27.** In hetzelfde besluit worden de leden 1 tot 3 van artikel 6 vervangen als volgt :

« Bij de sluiting van het openbaar onderzoek beschikt de aanvrager over een termijn van dertig dagen om kennis te nemen van het openbaar onderzoek en om op de opmerkingen in te gaan.

Na afloop van deze termijn stuurt de gemeente het dossier binnen acht dagen aan de mijnningénieur. »

*Afdeling X. — Besluit van 29 juli 1993 tot ontsluiting van steenbergen*

**Art. 28.** Artikel 4, § 4, van het besluit van 29 juli 1993 tot ontsluiting van steenbergen wordt aangevuld met de volgende zin :

« Hij maakt een volledig exemplaar van de aanvraag aan de naburige gemeenten en de ontbrekende stukken en inlichtingen aan de gewestelijke ambtenaren over. »

**Art. 29.** Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 5. Binnen veertig dagen na de indiening van de aanvraag stelt het college een openbaar onderzoek in overeenkomstig de bepalingen van titel III, deel III, van Boek I van het Milieuwetboek. »

**Art. 30.** In artikel 6 van hetzelfde besluit worden de woorden "en de colleges van de naburige gemeenten" geschrapt.

**Art. 31.** Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 32.** Artikel 12, § 4, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de volgende zin :

« Zij maakt een volledig exemplaar van de aanvraag aan deze gemeenten en de ontbrekende stukken en inlichtingen aan de gewestelijke ambtenaren over. »

**Art. 33.** Artikel 13 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 13. Binnen veertig dagen na de indiening van de aanvraag stelt het college een openbaar onderzoek in overeenkomstig de bepalingen van titel III, deel III, van Boek I van het Milieuwetboek. »

**Art. 34.** Artikel 14 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 14. Binnen tien dagen, met ingang van de datum waarop het onderzoek is afgesloten, geeft het college de gewestelijke ambtenaren kennis van het afschrift van de opmerkingen en klachten, alsook van het proces-verbaal van sluiting. »

**Art. 35.** In artikel 15, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt het woord "betrokken" vervangen door de woorden "waar een openbaar onderzoek werd gevoerd".

**Art. 36.** In artikel 18, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "de in de aanvraag bedoelde steenberg(en) gelegen is (zijn)" vervangen door de woorden "een openbaar onderzoek werd gevoerd".

**Art. 37.** Artikel 19 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 38.** In artikel 26, § 4, van hetzelfde besluit :

1° wordt in het eerste lid het woord "naburige" vervangen door de woorden "waar een openbaar onderzoek werd gevoerd";

2° wordt het tweede lid opgeheven.

**Art. 39.** In artikel 27 van hetzelfde besluit :

1° in § 1 :

a) wordt in het tweede lid het woord "naburige" vervangen door de woorden "waar een openbaar onderzoek werd gevoerd";

b) wordt het derde lid opgeheven.

2° wordt paragraaf 2 vervangen als volgt :

« § 2. Buiten de in § 1 bedoelde gevallen wordt een openbaar onderzoek ingesteld overeenkomstig de bepalingen van titel III, deel III, van Boek I van het Milieuwetboek.

De Waalse Regering maakt een afschrift van het dossier aan betrokken gemeenten over binnen veertig dagen na de indiening van de aanvraag en vermeldt de openingsdatum van het openbaar onderzoek. »;

3° worden de §§ 3 tot 7 opgeheven.

**Art. 40.** Artikel 28 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 28. Binnen tien dagen, met ingang van de datum waarop het onderzoek is afgesloten, geeft het college de gewestelijke ambtenaren kennis van het afschrift van de opmerkingen en klachten, alsook van het proces-verbaal van sluiting. »

**Art. 41.** In artikel 32, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "de in de aanvraag bedoelde steenberg(en) gelegen is (zijn)" vervangen door de woorden "een openbaar onderzoek werd gevoerd".

**Art. 42.** Artikel 33 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

*Afdeling IX. — Besluit van de Waalse Regering van 25 juli 1996 tot vaststelling van de regels voor het milieueffectenonderzoek en het openbaar onderzoek betreffende het plan voor centra voor technische ingraving*

**Art. 43.** In artikel 5 van het besluit van de Waalse Regering van 25 juli 1996 tot vaststelling van de regels voor het milieueffectenonderzoek en het openbaar onderzoek betreffende het plan voor centra voor technische ingraving :

1° wordt het tweede lid vervangen door volgend lid :

« Het openbaar onderzoek wordt gevoerd volgens de modaliteiten bedoeld in titel III van deel III van Boek I van het Milieuwetboek. »;

2° wordt het derde lid opgeheven;

3° worden in het vierde lid de woorden "bekendgemaakt in ten minste twee dagbladen, zoals bepaald in artikel 3, 2° van voormeld besluit van 21 april 1994" geschrapt.

**Art. 44.** Bijlage II bij hetzelfde besluit wordt opgeheven.

*Afdeling XII.* — Besluit van de Waalse Regering van 27 mei 1999 inzake de opstelling en de financiering van de gemeentelijke milieu- en natuurbevoororderingsplannen

**Art. 45.** In het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 1999 inzake de opstelling en de financiering van de gemeentelijke milieu- en natuurbevoororderingsplannen worden de artikelen 9, § 2, 10, 13, laatste lid, 14 en 16, § 2, opgeheven.

**Art. 46.** In artikel 12, 1<sup>o</sup>, van hetzelfde besluit worden de woorden "die beantwoordt aan de voorwaarden van artikel 14" geschrapt.

*Afdeling XIII.* — Besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning

**Art. 47.** In het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning wordt artikel 7 opgeheven.

**Art. 48.** In artikel 8 van hetzelfde besluit worden de woorden "op het grondgebied waarvan een openbaar onderzoek wordt georganiseerd" vervangen door de woorden "die onder het aangevraagd project kunnen vallen".

**Art. 49.** Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art 9. Het bericht van openbaar onderzoek bedoeld in artikel D.29-7 van Boek I van het Milieuwetboek wordt binnen vijf dagen na ontvangst van de stukken bedoeld in artikel 8 aangeplakt. Het bericht is conform het model opgenomen in bijlage X. »

Het gemeentecollege van elke gemeente waar een openbaar onderzoek werd georganiseerd bezorgt de technische ambtenaar binnen tien dagen na afsluiting van het openbaar onderzoek de schriftelijke en mondelinge geformuleerde bezwaren en opmerkingen, met inbegrip van het proces-verbaal bedoeld in artikel D.29-19 van Boek I van het Milieuwetboek. Daarbij voegt hij zijn eventueel advies."

**Art. 50.** De artikelen 10, 11, 12 en 13 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

**Art. 51.** Artikel 35 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 52.** In artikel 36 van hetzelfde besluit worden de woorden "op het grondgebied waarvan een openbaar onderzoek wordt georganiseerd" vervangen door de woorden "die onder het aangevraagd project kunnen vallen".

**Art. 53.** Artikel 37 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 37. Het bericht van openbaar onderzoek bedoeld in artikel D.29-7 van Boek I van het Milieuwetboek wordt aangeplakt binnen vijf dagen na ontvangst van de stukken bedoeld in artikel 36. Het bericht is conform het model opgenomen in bijlage X.

Het gemeentecollege van elke gemeente waar een openbaar onderzoek werd georganiseerd, bezorgt de technische ambtenaar en de afgevaardigde ambtenaar binnen tien dagen na afsluiting van het openbaar onderzoek de schriftelijke en mondelinge geformuleerde bezwaren en opmerkingen, met inbegrip van het proces-verbaal bedoeld in artikel D.29-19 van Boek I van het Milieuwetboek. Daarbij voegt hij zijn eventueel advies. »

**Art. 54.** De artikelen 38, 39, 40 en 41 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

**Art. 55.** In hetzelfde besluit wordt bijlage X vervangen door de volgende bijlage :

« *Bijlage X.* — Openbaar onderzoek

Gemeente van .....

INRICHTINGEN MET INSTALLATIES OF ACTIVITEITEN INGEDEELD KRACHTENS HET DECREET VAN 11 MAART 1999 BETREFFENDE DE MILIEUVERGUNNING

Betreft de aanvraag van

om een milieuvergunning of een unieke vergunning of de wijziging van de bijzondere exploitatievoorwaarden voor (voorwerp van de aanvraag en beknopte beschrijving van het project).

Het dossier (aangeven of het vergezeld gaat van een milieueffectstudie) ligt ter inzage bij het gemeentebestuur vanaf

Datum van aanplakking van de aanvraag :

Openingsdatum van het onderzoek :

Plaats, datum en uur van sluiting van het onderzoek :

Geschreven opmerkingen kunnen gericht worden aan :

De burgemeester informeert de bevolking dat een openbaar onderzoek betreffende bovenbedoelde aanvraag is geopend.

Het dossier ligt ter inzage vanaf de openingsdatum tot de sluitingsdatum van het onderzoek, elke werkdag tijdens de diensturen en op tot 20 uur of op zaterdagochtend.

Als de raadpleging plaatsvindt op een werkdag na zestien uur of op zaterdagochtend, moet de persoon die het dossier wenst in te kijken uiterlijk vierentwintig uur op voorhand afspraak maken bij .....  
(naam en personalia van de persoon die verantwoordelijk is voor de afspraken).

Opmerkingen kunnen tot de sluiting van het onderzoek binnen bovenbedoeld termijn schriftelijk of mondeling gericht worden aan de gemeentelijke administratie.

Mondelinge klachten en opmerkingen worden op afspraak ingezameld door de milieuadviseur of, bij gebreke daarvan, door de daartoe afgevaardigde gemeentebeambte1.

Technische uitleg over het project kan verkregen worden bij de aanvrager, de milieuadviseur of, bij gebreke daarvan, bij het gemeentecollege of de daartoe afgevaardigde gemeentebeambte1, de technische ambtenaar (adres en algemeen telefoonnummer) en de afgevaardigde ambtenaar (als het gaat om een eenmalige vergunning, adres en algemeen telefoonnummer).

De overheid die bevoegd is om te beslissen over de aanvraag die het voorwerp uitmaakt van dit openbaar onderzoek is .....

(Aangeven of het project het voorwerp uitmaakt van een milieueffectbeoordelingsprocedure in grensoverschrijdend verband overeenkomstig artikel D.29-11, § 1, van Boek I van het Milieuwetboek).

(Aangeven of overige milieuinformatie betreffende het project beschikbaar is).

(De naam en personalia van de milieuadviseur of, bij gebreke daarvan, van de adviseur(s) inzake ruimtelijke ordening en stedenbouw opgeven).

Te ....., op .....

De burgemeester »

**Art. 56.** Artikel 95<sup>quater</sup>, 2°, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« 2° de gemeente(n) die het voorwerp van het kunnen uitmaken. »

**Art. 57.** Artikel 95<sup>quinquies</sup> van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 95<sup>quinquies</sup>. Het bericht van openbaar onderzoek bedoeld in artikel D.29-7 van Boek I van het Milieuwetboek wordt aangeplakt binnen vijf dagen na ontvangst van de stukken bedoeld in artikel 95<sup>ter</sup>. Het bericht is conform het model opgenomen in bijlage X. »

Het gemeentecollege van elke gemeente waar een openbaar onderzoek werd georganiseerd, bezorgt de technische ambtenaar binnen tien dagen na afsluiting van het openbaar onderzoek de schriftelijke en mondelinge geformuleerde bezwaren en opmerkingen, met inbegrip van het proces-verbaal bedoeld in artikel D. 29-19 van Boek I van het Milieuwetboek. Daarbij voegt hij zijn eventueel advies. »

**Art. 58.** De artikelen 95<sup>sexies</sup>, 95<sup>septies</sup>, 95<sup>octies</sup> et 95<sup>nonies</sup> van hetzelfde besluit worden opgeheven.

*Afdeling XIV.* — Besluit van de Waalse Regering van 2 oktober 2003 tot uitvoering van het decreet van 4 juli 2002 op de groeven en houdende wijziging van sommige bepalingen van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunningen

**Art. 59.** In het besluit van de Waalse Regering van 2 oktober 2003 tot uitvoering van het decreet van 4 juli 2002 op de groeven en houdende wijziging van sommige bepalingen van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunningen wordt artikel 15 vervangen als volgt :

« Art. 15. De technisch ambtenaar maakt het dossier, alsmede zijn verslag waarin hij bevestigt dat het dossier volledig is, over aan het gemeentecollege, dat binnen tien dagen na ontvangst van de documenten en uiterlijk de negentigste dag na de indiening van de aanvraag een openbaar onderzoek instelt overeenkomstig de bepalingen van titel III van deel III van Boek I van het Milieuwetboek. »

**Art. 60.** Artikel 18 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

### HOOFDSTUK III. — *Overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 61.** De milieuoopleiding bedoeld in artikel 63 van het decreet van 31 mei 2007 betreffende de inspraak van het publiek inzake het leefmilieu is de opleiding die door het "Centre permanent de formation en environnement durable" wordt georganiseerd.

Elke milieuadviseur bedoeld in bovenvermeld artikel 63 kan deze functie blijven uitoefenen op voorwaarde dat hij in de loop van het jaar van inwerkingtreding van dit besluit aan de gemeente die hem tewerkstelt een attest overmaakt waaruit blijkt dat hij de opleiding gevolgd heeft.

**Art. 62.** Het decreet van 31 mei 2007 betreffende de inspraak van het publiek inzake het leefmilieu treedt in werking op de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

**Art. 63.** De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 20 december 2007.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN